

Kargil, prélude au choc des civilisations ?

1. **Kargil, prélude au choc des civilisations ?**
2. **Chef d'Escadron Le Louvier Aumont de Bazouges**
3. **Avril 2000**
4. **Division A**
5. **Mémoire d'étude dirigée de géopolitique**
6. **Résumé:** alors que l'Inde et le Pakistan venaient d'amorcer au printemps 1999 un processus de normalisation et de détente de leurs relations diplomatiques, une attaque subite fut lancée au mois de mai en territoire cachemiri à partir du Pakistan; il s'avéra très vite qu'il ne s'agissait nullement de l'action délibérée et autonome de *moujahideen* afghans venus soutenir leurs coreligionnaires cachemiris dans leur lutte pour l'indépendance, mais bien d'une action indirecte du haut-commandement pakistanais, aux objectifs réels encore inconnus. Connaissant le nouveau statut de puissances nucléaires des deux protagonistes, la scène internationale craignit une escalade incontrôlée pouvant embraser le sous-continent indien, eu égard à la violence des tensions religieuses existant entre l'Inde et le Pakistan. Car la nature réelle de la "guerre par procuration" qui devait être menée à partir du Cachemire relevait bien moins du seul conflit territorial résurgent que de la guerre sainte. Dès lors, il paraissait donc légitime de s'interroger sur les enjeux d'un tel conflit larvé: confirmant la thèse du Professeur Huntington, Kargil serait-il le prélude au choc des civilisations islamique et hindoue ? A moins que ce brillant analyste ne se soit lui-même trompé, faute d'avoir pu décerner dans le crépuscule de l'ère bipolaire non pas le choc de telle civilisation contre telle autre, mais bien celui de la Civilisation contre la Barbarie
7. **Inde - Pakistan - Afghanistan -Kargil - Cachemire - Ladakh - Islamisme - Moujahideen – Taliban - Hindouisme – Conflit -**

PLAN

Introduction	p 3
I Le borbier cachemiri source d'un nouveau conflit indo-pakistanaï ?	
11. Guerre ouverte dans les montagnes du Cachemire	p 6
12. De la lutte pour l'indépendance à la guerre sainte	p 9
13. " <i>Bleed the hindus white* !</i> "	p 11
II Le Cachemire, au cœur du Grand Jeu pakistanaï	
21. Nettoyage ethnique au Cachemire ?	p 14
22. Du conflit frontalier à la "guerre par procuration"...	p 15
23. Vers une "talibanisation" du Pakistan ?	p 17
III Une victoire tactique pour l'armée indienne mais des succès stratégiques pour le nationalisme hindou	
31. Eviter toute escalade du conflit	p 20
32. L'isolement diplomatique du Pakistan	p 21
33. La victoire médiatique indienne	p 24
Conclusion	p 27
Bibliographie	p 32

* "Il faut saigner les Hindous à blanc !"

Introduction

Considérant les antécédents du conflit qui oppose le Pakistan à l'Inde à propos du Cachemire, la dernière crise qui y a éclaté - dite "crise de Kargil", du nom de la principale zone de combats ayant opposé, de mai à juillet 1999, "militants indépendantistes du Cachemire" et troupes indiennes - ne saurait être *a priori* considérée comme un événement exceptionnel. En effet, après trois conflits ouverts, dont deux pour cette région (1948 et 1965), la question cachemirienne demeure la principale source de tensions entre les deux pays, et une mission d'observation de l'ONU y est d'ailleurs maintenue depuis 1949¹. A cette date, le Pakistan avait réussi à "libérer" un tiers du Cachemire - d'où le nom de cette province, *l'Azad Kashmir* ou "Cachemire libre" - mais avait vu ses troupes refoulées par celles de la nouvelle Union indienne. Une ligne de démarcation, dite *Line of Control* (LoC), sépare depuis cette date les deux belligérants et s'étire sur près de 790 kilomètres, dont 200 seulement ont été démarqués.

Alors que la plupart des différends opposant les deux voisins ont pu être résolus depuis 1947, aucune négociation n'a jamais pu être menée à bien sur cette question qui demeure encore aujourd'hui l'un des principaux défis des relations internationales à l'aube du XXI^{ème} siècle. Jusqu'à présent, le Pakistan n'a jamais cessé de revendiquer ce territoire et de tenter d'internationaliser le conflit, notamment en réclamant un plébiscite sous les auspices de l'Organisation des Nations unies, perspective que l'Inde a toujours catégoriquement rejetée.

Selon une analyse communément publiée, l'irrédentisme pakistanais à propos de la question cachemirienne serait directement lié au soutien que l'Inde apporta au Pakistan oriental - depuis devenu le Bangladesh - lors de son accession à l'indépendance, en 1971. Résolus à se venger de cette humiliation², les Pakistanais ne cessent d'armer, d'entraîner et de soutenir les militants cachemiris indiens dans un conflit indirect qui aurait déjà coûté la vie à près de 25.000 personnes, alors qu'officiellement les deux pays se sont engagés par les accords de Shimla, signés en 1972 (entre Indira Gandhi et Ali Bhutto), à régler cette question territoriale par des moyens pacifiques.

Après quatre décennies de combats et d'attentats terroristes sans réelle portée, puis un certain apaisement, la lutte insurrectionnelle a connu un nouveau souffle en 1989, et la violence des actions terroristes, comme la répression exercée par les Indiens, n'a cessé de croître depuis 1993. De plus, depuis 1984, c'est-à-dire depuis le début des hostilités entre l'Inde et le Pakistan pour la maîtrise du glacier du Siachen, cette zone himalayenne est devenue le cœur même des contentieux multiples non résolus entre l'Inde et ses voisins, pakistanais et chinois³.

Les combats qui se sont déroulés autour de Kargil et Drass ont d'ailleurs illustré les principaux enjeux de cette question: tentative d'internationalisation du conflit par le Pakistan visant à remettre en cause la frontière artificielle entre les deux pays - la ligne de contrôle, établie à l'issue du premier conflit, puis modifiée au lendemain

¹ Cette mission fut mise sur pied à partir de la résolution n°39 du 20 janvier 1948; le Conseil de Sécurité de l'ONU fut saisi de la question du Cachemire suite à une plainte déposée par l'Inde et faisant état d'une invasion du Cachemire par des bandes tribales et autres éléments armés, soutenus par le Pakistan. Allégations démenties par ce dernier qui refusait le rattachement du Cachemire à l'Inde, le considérant comme illégal. Aujourd'hui encore, le Groupe d'observateurs militaires des Nations unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP) compte environ 45 observateurs de huit pays différents. Voir en annexe la carte de leur déploiement, en mai 1996.

² C'est, par exemple, le discours officiel du haut-commandement indien qui, fin août 1999, déclarait que l'objectif pakistanais était d'obtenir un gain territorial en s'emparant de Turtuk, en isolant le Siachen du Ladakh, et enfin en rallumant l'insurrection au Jammu et Cachemire. Selon certains officiers supérieurs, Islamabad pourrait ainsi se venger de la perte de sa partie orientale, en 1971, et des gains stratégiques obtenus par l'Inde à Turtuk et au Siachen depuis quelques années. Il semblerait qu'un tel discours ait été longtemps volontairement lénifiant afin de masquer les véritables enjeux que les Indiens ne peuvent ignorer.

³ Selon les Pakistanais, la position indienne permettrait, depuis ce glacier, d'espionner la région du Xinjiang chinois dans laquelle de nombreux essais nucléaires sont menés. Les postes indiens surplombent également la voie rapide du Karakorum, qui relie le Pakistan à la Chine. Depuis 1984, l'Inde a perdu près de 600 soldats et plus de 10.000 ont été blessés lors des combats, ou ont souffert d'un handicap consécutif aux conditions d'entraînement rigoureuses du combat à très haute altitude.

de la guerre de 1971, et reconnue par les deux côtés, en 1972 -, et opération militaire afin de s'emparer ou d'interdire l'une des principales artères logistiques de l'armée indienne, menant au glacier du Siachen.

Néanmoins, quoique s'inscrivant dans la longue litanie des crises survenues entre les deux "frères ennemis", Kargil aura surpris bien des observateurs, à commencer par les Indiens eux-mêmes⁴, engagés depuis mars dans une action d'ouverture visant à renouer le dialogue avec le Pakistan. Du nom de la ligne de bus qui devait être ouverte à cette occasion, entre New Delhi et Lahore, et du voyage du Premier ministre indien qui n'hésita pas à emprunter la première navette de cette ligne, cette ouverture – connue sous le nom de "processus de Lahore" – avait vu l'engagement des deux parties à résoudre pacifiquement cette question. Pourtant, en mai dernier. Pourtant, en mai dernier, après 10 jours de combats les opposant aux groupes de partisans séparatistes provenant du Pakistan – et en particulier de la partie du Cachemire occupée par les Pakistanais (*Pakistan Occupied Kashmir* ou *POK*⁵) –, les Indiens découvrirent que ces groupes – en grande partie étrangers au Cachemire – étaient directement soutenus par des forces régulières pakistanaises, et même que ces attaques, qui semblaient tout d'abord sporadiques, faisaient en réalité partie d'un vaste plan pour s'emparer de positions-clefs du côté indien de la Ligne de Contrôle, sans qu'aucune tension particulière entre les deux voisins ne l'ait laissé suggérer.

Cette escalade militaire, qui vit bientôt l'intervention des forces aériennes indiennes (à partir du 26 mai) puis d'intenses duels d'artillerie entre les troupes indiennes et pakistanaises, suscita l'émoi de la communauté internationale du fait du statut de nouvelles puissances nucléaires acquis par les deux belligérants, en mai 1998 : pourrait-on parier sur l'équilibre de la terreur, alors que les deux Etats ne partagent pas la même conception de l'emploi de l'arme nucléaire, et que le Pakistan refuse de s'engager à ne pas l'utiliser en premier⁶ ? Comment prêter à ces deux nations culturellement si différentes de l'Occident un cadre rationnel rassurant, alors que cet affrontement opposait au moment de la crise deux gouvernements affaiblis, tous deux soumis à la pression de mouvements extrémistes, nationalistes ou intégristes ? Au renversement du parti nationaliste au pouvoir en Inde, le BJP (Bharatiya Janata Party), répondaient en effet, au Pakistan, les dissensions internes opposant le pouvoir civil, l'armée et les services secrets, mais aussi et surtout les luttes religieuses intestines entre sunnites et chiites, voire entre communautés régionales.

Rappelons simplement que, dès les premiers jours du conflit, le Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif et le vice-ministre des Affaires étrangères, M. Shamshad Amed, laissaient entendre que leur pays utiliserait si nécessaire toutes les armes à sa disposition en cas d'extension du conflit. Ce n'est que bien des jours plus tard qu'ils nièrent avoir même pensé à l'arme nucléaire...

De plus, à la différence des escarmouches meurtrières mais espacées éclatant régulièrement depuis dix ans au Cachemire, la présente crise se révéla d'une intensité sans commune mesure, causant plus de mille deux cents morts en deux mois et demie de combats. Alors que, depuis 1949, aucune des deux armées n'avait jamais violé cette ligne de cessez-le-feu, l'intrusion massive de groupes armés de séparatistes musulmans, en provenance du

⁴ Néanmoins, une telle opération avait été pensée, analysée et décrite dès 1989 par un think-tank indien, *Indian Defence Review*, et baptisée "Opération TOPAC". Aujourd'hui, ce think-tank est présent au sein du National Security Council mais celui-ci n'a été créé qu'en 1990 et mis sur pied l'année dernière. Cf. "OP. TOPAC : the Kashmir imbroglio", in *IDR* d'octobre 1999.

⁵ Il s'agit ici de la dénomination indienne de l'Azad Kashmir.

⁶ La doctrine nucléaire pakistanaise, s'il en est une, ne justifie son arsenal que par la seule menace indienne ; le Pakistan considère que l'arme nucléaire doit assurer la survie de la nation, quelle que soit la nature de la menace, conventionnelle ou nucléaire, et justifie ainsi son refus de ne pas s'engager, comme l'Inde, à ne pas utiliser en premier une frappe nucléaire qui pourrait donc même devenir préventive...

Pakistan, et constitués de troupes en partie étrangères au conflit local, a soudain apporté à cette crise une nouvelle dimension que l'on voudrait réduite à un simple contentieux géographique et frontalier.

De toute évidence, le véritable enjeu d'un tel combat ne saurait se réduire à l'irréductible irrationnel des deux protagonistes ; derrière le cadre traditionnel de la lutte d'un peuple pour son indépendance, nous découvrons en effet que le Cachemire constitue sur l'échiquier des relations internationales un pion bien plus important pour le Pakistan que pour l'Inde elle-même qui se voit enchaînée à une guerre d'usure menée sur fond d'intégrisme religieux, une menace sans doute bien plus importante que celle des forces militaires pakistanaises.

Mais le caractère le plus novateur de cette crise est certainement la révélation du rôle qu'ont joué les *Taliban*, à la fois créatures et agents des basses œuvres d'Islamabad. Bien plus que de simples troupes supplétives, les *Taliban* constituent un élément clef de la stratégie pakistanaise ; dans ce nouveau Grand Jeu, le Cachemire semble ainsi jouer un rôle dépassant très certainement celui qu'on lui prête dans les analyses conventionnelles portant sur l'Asie du Sud.

Véritable détonateur d'une crise surdimensionnée par rapport à l'enjeu que constitue cet espace montagnard faiblement peuplé, dépourvu de ressources exceptionnelles et généralement inhospitalier, le conflit du Cachemire pourrait bien constituer le nœud gordien de l'avenir des relations indo-pakistanaises. En le tranchant, le Pakistan espérait sans doute libérer les forces extrémistes hindoues dont la violence entraînerait en réaction celle du monde musulman et justifierait ainsi le rôle qu'il entend jouer à la tête de l'islamisme sunnite; mais par sa réaction mesurée, l'Inde aura prouvé qu'elle demeure l'une des plus grandes démocraties et que sa victoire ne se mesure pas au seul terrain qu'elle aura reconquis sur la Ligne de Contrôle, mais bien par celui qu'elle aura gagné sur la scène internationale, par la condamnation sans équivoque de l'agression pakistanaise.

A la différence des conflits précédents qui avaient vu New Delhi remporter des victoires sans lendemain, sanctionnées par des accords et des traités souvent bafoués, la crise de Kargil pourrait bien avoir offert à l'Union indienne la maturité politique et la dimension stratégique qui lui avaient jusqu'alors fait défaut.

I Le borbier cachemiri source d'un nouveau conflit indo-pakistanaise ?

Guerre ouverte dans les montagnes du Cachemire

Située à plus de 5.000 mètres d'altitude, la route de Srinagar à Leh, qui mène au glacier de Siachen, s'étire au pied des hauteurs montagneuses du Ladakh (Etat de Jammu et Cachemire) et longe, sans jamais la rencontrer, la Ligne de Contrôle. De part et d'autre de cette ligne sont déployées les troupes pakistanaises (deux brigades rattachées au commandement de la Zone nord) et indiennes (une brigade basée dans la vallée de Mushkoh, à Drass, Kaksar, Kargil et Batalik). Traditionnellement, et compte tenu de la rigueur prononcée du froid, les postes avancés indiens étaient jusqu'alors évacués en hiver, quand la température tombe au-dessous de -40°C . Or, du fait de la fonte précoce des neiges, début mai 1999, les éléments infiltrés ont pu occuper au-delà de la Ligne de Contrôle (et donc entre cette ligne et la frontière indienne) des postes de combat, ainsi que des bunkers où furent pré-positionnés des armements et des munitions, et même des héliports dans la vallée de Mushkoh, à proximité des localités précitées. L'intrusion des combattants séparatistes devait s'étendre sur une longueur de 120 à 140 km, et pénétrer assez profondément à l'intérieur même du dispositif indien.

Leh, la ville principale du Ladakh, constitua l'enjeu de l'opération lancée par les assaillants venus du Pakistan et installés sur les hauteurs qui dominent Drass⁷ et Kargil, les deux bourgs les plus importants avant Leh. La zone n'est qu'un enchevêtrement de plissements, de sommets glacés et de passes telles que celles de Zotilya (ou Zoji La) qui culmine à 3.500m, et permet d'accéder à Drass.

Jusqu'à présent, l'armée de Terre indienne avait choisi de n'occuper que quelques zones jugées stratégiques dans la région de Mushkoh et de Drass : Kao Bal Gali, le col de Marpola et une indentation rocheuse située à l'ouest de cette dernière base. La défense du couloir de Kao Bal Gali était d'autant plus vitale qu'elle relie la base de Minimarg (en territoire cachemiri occupé par le Pakistan, ou *POK*, selon la terminologie indienne) à la vallée de Mushkoh, et constitue donc un axe de pénétration naturel, d'ailleurs utilisé dans le passé pour l'infiltration de partisans dans le secteur de Drass et Pindra.

Quant à la localité de Marpola, elle est située juste sur la Ligne de Contrôle et est reliée au territoire pakistanais par une piste qui rejoint le col à une altitude de plus de 4.800 m. En empruntant un passage qui court le long d'une dépression nommée Sando Nullah, on peut facilement, à partir de la base pakistanaise de Gultari, atteindre une zone très proche de Drass, où le terrain se partage en deux segments ; à l'ouest la vallée de Mushkoh, et, à l'est, l'ensemble montagneux s'étirant de Tololing à tiger Hills.

En s'emparant de ces derniers sommets, non seulement les éléments infiltrés à partir du Pakistan menaçaient directement le col stratégique de Zoli La, verrou entre la vallée du Cachemire et le Ladakh, mais, de plus, ils dominaient ainsi la route nationale 1A qui y conduit et constitue donc un axe logistique majeur mais vulnérable.

Loin d'être une simple incursion en territoire ennemi, cette intrusion fit l'objet d'un plan minutieusement préparé par le haut état-major pakistanais, sous les ordres du général Musharaff. Il semble aujourd'hui certain que le plan fut conçu dans le plus grand secret, limité à cinq ou six officiers généraux habilités à y participer, dont le général commandant le Xème Corps d'Armée et celui commandant la Zone nord⁸. Les autres chefs des différents corps d'armée en ignorèrent même l'existence. Son exécution fut toute aussi discrète : il n'y eut aucun renforcement de troupes fraîches dans la zone nord, aucune création de nouvelle base logistique. L'artillerie, qui avait participé aux très vifs duels d'artillerie de juillet à septembre 1998, avait peu à peu espacé ses tirs pour faire croire à une diminution de son engagement alors qu'elle était demeurée sur place, en prévision d'un prochain conflit...

A l'abri du paravent fourni par l'attaque de militants séparatistes cachemiris, renforcés par des *Mujahideen*, combattants de la foi provenant essentiellement de l'Azad Kashmir, des *Taliban* réfugiés au Pakistan, ou venant

⁷ Drass (15.000 habitants) revendique le titre de deuxième endroit le plus froid au monde, la température pouvant tomber à -60°C !

⁸ Force Commander Northern Area ou FCNA.

même de l'Afghanistan, l'armée pakistanaise devait soutenir et consolider les têtes de pont jetées en travers des nombreuses brèches ouvertes dans la ligne qui sépare les deux pays.

L'une des clefs du succès d'une telle opération était le calendrier selon lequel elle devait se dérouler: en effet, le seul col permettant de relier la région de Kargil à la vallée du Cachemire étant celui de Zoji La, ouvert d'habitude à partir de fin mai ou de début-juin, il importait de s'en saisir le plus tôt possible, à partir du début de ce mois. Même si les Indiens réalisaient l'existence d'intrusions apparemment clairsemées, leur réaction serait lente et limitée. S'ils parvenaient à s'emparer des hauteurs dominant la Nationale 1A, les assaillants pourraient alors empêcher les renforts en provenance de Srinagar. Poursuivant leur intrusion, les groupes de combattants séparatistes fixeraient les réserves indiennes pendant que les troupes pakistanaises s'installeraient fermement sur leurs positions; tout territoire conquis remettrait en cause l'intégrité même de la Ligne de Contrôle.

Or, le col de Zoji La fut ouvert dès les premiers jours de mai, et l'intrusion des premiers éléments rapidement contrôlée. Les forces des assaillants furent réparties en petits groupes de 30 à 40 combattants, et le volume des intrusions fut de 250 hommes dans le secteur de Batalik, une centaine dans celui de Kaksar, 250 autour de Drass, et de 200 à 300 pour la vallée de Muskoh.

Déjà soutenus logistiquement par des éléments pakistanais appartenant aux Scouts de Bajaur et Chitra, les combattants séparatistes furent progressivement renforcés par des troupes de l'armée pakistanaise agissant sous la forme de quatre groupes indépendants⁹. Ceux-ci comprenaient un grand nombre d'observateurs d'artillerie guidant les tirs de 20 batteries pakistanaises appuyant l'ensemble des opérations. Parallèlement, une brigade fut déplacée pour reconstituer les réserves du FCNA et les troupes stationnées à Skardu, pivot du dispositif pakistanais, furent renforcées.

Extrêmement contraignante, la topologie des lieux ne se prête guère aux opérations aériennes et, dès le début du conflit, l'Inde perdit deux avions puis un hélicoptère, abattus par des missiles Stinger. En conséquence, les combats sont demeurés essentiellement terrestres et ont donc été particulièrement acharnés, les troupes indiennes devant reprendre un à un les pitons tenus par les troupes adverses, en subissant de lourdes pertes, notamment du fait des tirs d'artillerie (canons et mortiers). Trois batailles, essentiellement menées par l'infanterie et l'artillerie, appuyées lors des assauts par l'aviation, ont ainsi été livrées presque simultanément pour reconquérir les hauteurs dominant la route nationale NH 1A (Totoling, du 21 mai au 13 juin, Point 4875, du 04 au 08 juillet, et Tiger Hill, le sommet le plus élevé, du 21 mai au 11 juillet).

On peut aujourd'hui distinguer trois phases distinctes dans cette crise: après avoir jeté un rapide dispositif terrestre visant à enrayer la progression tous azimuts des assaillants¹⁰, l'armée indienne s'efforça d'en repousser les éléments les plus avancés en utilisant l'arme aérienne avec un succès mitigé (la majorité des appareils abattus pendant la campagne le furent lors de cette phase). Puis, après avoir identifié les objectifs à reconquérir, elle lança une ample manœuvre, limitée dans son exécution par les contraintes géographiques: les troupes durent en effet s'approcher au plus près de ces objectifs de nuit pour échapper aux observations des partisans installés sur des positions dominantes et préparées. Enfin, l'assaut des troupes indiennes pour la reconquête de ces hauteurs fut coordonné avec l'appui des attaques aériennes et un déluge de feu délivré par de très fortes concentrations d'artillerie, visant tout autant les positions ennemies que les pistes logistiques permettant de soutenir les assaillants.

⁹ 4^{ème} Bataillon, élément de réserve du FCNA, 3^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} bataillons de la NLI, renforcés par deux compagnies du Groupement des Forces spéciales (Special Services Group, ou SSG).

¹⁰ Officiellement découverte à partir de la nuit du 4 au 5 mai, l'étendue de l'intrusion n'apparut clairement que dix jours plus tard, le 15 mai.

La première phase correspond à la période qui s'étend jusqu'aux premiers jours de juin. Du 4 au 10 mai eut lieu la prise de contact avec les assaillants ; dès les premiers engagements, quelques patrouilles furent prises à partie, parfois au cours d'embuscades. Ce n'est qu'à partir du 10 mai que la nature réelle du danger fut perçue, conduisant le commandement indien à réorganiser rapidement son dispositif autour de Drass et de Kargil qui se révélaient être les principaux objectifs ; les bataillons du 1^{er} Régiment de Nagas et du 8^{ème} Régiment de Sikhs furent dirigés de la vallée du Cachemire dans la région de Drass qu'ils atteignirent les 11 et 13 mai. Parallèlement, deux bataillons des Gurkhas Rifles et de l'infanterie légère du Jammu et Cachemire – qui redescendaient du glacier du Siachen – furent dirigés sur cette zone. En tout, 9 bataillons d'infanterie furent déployés dans les secteurs de Drass et Muskoh, alors que six bataillons s'installaient dans le secteur de Batalik, et un bataillon à Kaksar.

Durant les trois semaines qui suivirent, le commandement indien s'accorda une "pause tactique" pour réorganiser son dispositif et tirer les enseignements des premiers engagements. Outre la perte de plusieurs patrouilles, les Indiens avaient tenté, le 29 mai, de prendre pied sur la pointe de Sando, près de Drass, pour y couper les lignes d'approvisionnement des "séparatistes". L'opération, menée par les commandos du 9^{ème} Régiment de Parachutistes, fut un échec au cours duquel les forces spéciales perdirent huit hommes mais révélèrent la véritable nature des combattants qui leur étaient opposés.

Figéant son dispositif pour reporter son effort sur la collecte de renseignements permettant de préciser la position et le volume de ces forces ennemies, le commandement indien fit venir cinq nouvelles brigades d'infanterie, rassembler tous les équipements d'hiver possibles, et stocker armes et munitions auprès de la zone des combats. Puis, au lieu de lancer une contre-attaque générale, il fut décidé que l'on se contrerait en priorité sur un objectif majeur : dégager l'axe Srinagar-Leh. L'intention des généraux indiens était donc de reprendre en priorité les sommets de Tololing et Tiger Hill, situés respectivement à 4 et 8 km de la Nationale 1A. Le concept des opérations retenu pour y parvenir fut le suivant : après avoir prévenu toute autre tentative de pénétration, encercler ces deux objectifs par le plus grand nombre possible de côtés, puis, après une action soutenue des forces aériennes visant à leur infliger le plus de pertes directes, ou à les démoraliser en les isolant, en les clouant au sol et en empêchant tout renforcement en hommes ou en matériel ; enfin, permettre l'assaut de l'infanterie grâce à l'action coordonnée des feux de l'artillerie, jusqu'au corps à corps afin d'éliminer physiquement l'ennemi et de tenir ces hauteurs.

La reconquête de Tololing, entre le 12 et le 18 juin, marqua effectivement le tournant des combats et permit de réitérer ce processus, extrêmement classique, dans les semaines qui suivirent. Le général Lakhwinder Singh, commandant la brigade d'artillerie rattachée à la 8^{ème} Division de Montagne, n'hésita pas à utiliser la technique du "marteau pilon", pour réduire les défenses pakistanaises ; lors des combats de Tololing, à partir du 12 juin, puis de Tiger Hill, le 3 juillet, il désigna un objectif situé sur un sommet à une batterie de 6 canons Bofors, alignés côte à côte. Le tir direct des six pièces pulvérisa l'objectif. Considérant le nombre moindre des pertes, ce n'est pas 6 mais plus de 100 pièces de tout calibre (106 pièces, y compris des lance-roquettes multiples de 122 mm BM-21 Grad) qu'il fit tirer presque simultanément pour reprendre le point 5140 ! Le feu fut si destructeur que l'infanterie ne perdit pas un seul homme lors de l'assaut. Enfin, l'artillerie démontra une telle précision que l'infanterie n'hésita pas à se porter jusqu'à 50m de certains objectifs, au lieu des 350 requis pour la mettre à l'abri de l'effet des munitions.

Comme on peut le constater, la crise de Kargil dépasse largement le cadre d'une opération de police frontalière menée contre de simples groupes terroristes locaux, surpris au moment d'une tentative de pénétration du territoire indien. Elle s'inscrit dans celui des actions militaires classiques visant à la reconquête de positions tenues par un ennemi installé en défense ferme sur une barrière montagneuse qui constitue elle-même un objectif stratégique. Si de telles batailles émaillèrent l'histoire des deux conflits mondiaux puis celle de la guerre de Corée, elles pourraient être jugées aujourd'hui dépassées, pour appartenir à l'histoire de la polémologie, bien plus qu'à

l'étude des conflits modernes de haute technologie. A moins que nous ne devions, au contraire, l'inscrire dans l'historial des conflits traditionnels opposant, depuis 1945, les Etats-nations nés de la décolonisation, en proie à la tectonique des peuples issus de poussières d'empires aujourd'hui disparus mais poursuivant sous d'autres formes des inimitiés que l'on voudrait d'un autre âge...

En déployant plus de 16 bataillons d'infanterie (environ 16.000 hommes), soutenus par une nombreuse artillerie (dont 60 pièces de 155mm Bofors FH-70B), il aura donc fallu plus de 30 jours à l'armée indienne pour déloger environ un millier de "partisans" solidement installés et bénéficiant d'armes lourdes. L'avantage technologique dont les Indiens purent bénéficier (appui aérien) demeurant très limité, l'essentiel du mérite d'une telle opération revient au courage de l'infanterie indienne, comme à la compétence des artilleurs qui soutinrent ses assauts. A l'aube de l'an 2000, un tel conflit dit "moderne" s'inscrivait donc avant tout dans la lignée des combats des plus traditionnels...

De la lutte pour l'indépendance à la guerre sainte

Quoique cette question du Cachemire soit largement connue, rappelons cependant quelle fut l'évolution des revendications qui s'y attachent. En effet, au moment de la partition de l'Inde, l'Etat du Jammu-et-Cachemire était une principauté indépendante, à majorité musulmane mais dirigée par un maharadjah hindou, Hari Singh. Jusqu'en 1947, il n'y avait là rien de bien extraordinaire puisque une telle situation héritée était propre à la majorité du territoire indien¹¹. Ne pouvant obtenir l'indépendance pour ses Etats, le maharadjah se résolut *in extremis* à signer un accord d'adhésion avec l'Union indienne qui seule lui garantissait le respect de son intégrité et surtout de son identité¹². Alors que pour Jawaharlal Nehru l'Inde moderne ne pouvait être que le modèle achevé d'une démocratie laïque résolument tournée vers l'avenir, tout en s'inspirant de la métaphysique hindoue mais aussi de la culture traditionnelle indienne, c'est-à-dire celle du brassage pluriséculaire de diverses cultures, pour le fondateur du Pakistan, Mohammed Ali Jinnah, nationaliste musulman, la vivisection de l'Empire des Indes devait être réalisée sur le principe même de la séparation des deux religions hindoue et musulmane, et donc de l'impossible coexistence des deux peuples.

En conséquence, au moment même où le Cachemire sollicitait la protection indienne, le Pakistan tentait de s'en emparer en lançant à l'assaut de la vallée du Cachemire les tribus guerrières du Balouchistan. Dès cette époque, la revendication du Pakistan fut celle d'un Etat-nation qui se jugeait amputé de cette enclave partageant sa religion, bien plus que sa culture. Une partie du territoire fut "libérée" et érigée en "Cachemire libre", comme nous l'avons vu plus haut.

Après deux conflits ouverts pour s'en emparer, le Pakistan encouragea le développement d'un mouvement cachemiri sécessionniste, réclamant son autonomie pour mieux se rapprocher du Pakistan. L'Inde n'eut d'autre choix que d'accorder un statut particulier au Cachemire, puis, du fait de la corruption de la classe dirigeante de cette région, de tenter de conserver à tout prix l'obédience des populations ; c'est de cette époque que date l'insurrection musulmane, lorsque, en 1987, les élections furent "orientées" par les autorités locales afin de garantir la nomination d'un gouverneur favorable au pouvoir central de New Delhi.

Ceci exacerba un ressentiment largement partagé par différentes parties de la population ; en 1989, un vaste mouvement séparatiste voyait le jour et de nouveaux groupes terroristes s'en prenaient alors aux forces indiennes comme à la communauté hindoue du Cachemire. Cette année fut aussi, rappelons le, celle du départ des

¹¹ Rappelons que lors de l'indépendance de l'ancien empire des Indes britannique, ce que nous nommons "Inde" était composé des possessions coloniales anglaises auxquelles il fallait ajouter près de 600 Etats ou principautés indépendants. Au moment de la partition, ces derniers optèrent pour le Pakistan ou pour l'Union indienne et leurs dirigeants furent en partie "indemnisés" de ces concessions territoriales.

¹² D'origine aryenne, à la peau et aux yeux souvent clairs, possédant des traits indo-européens, les Cachemiris formèrent autrefois un peuple indépendant descendant de l'Asie Centrale et de la Perse.

dernières troupes soviétiques d'Afghanistan (février). Dès lors, les services secrets pakistanais (*Inter-Service Intelligence* ou ISI) reportèrent sur le Cachemire l'expérience qu'ils avaient acquise en Afghanistan, dans le " djihad " (guerre sainte) contre l'Union soviétique, en ayant soin de détourner le zèle intégriste des *taliban* formés dans les *madrassa* (écoles coraniques) pakistanaises, vers le territoire indien. Peu à peu, les groupes militants islamistes pro-pakistanais tels que le *Hizbul Mujahideen* s'imposaient au détriment d'autres mouvements indépendantistes vernaculaires, comme le *Jammu and Kashmir Liberation Front* (Front de Libération du Jammu et Cachemire, ou JKLF).

Ainsi, alors que de 1989 à 1992 la révolte s'était essentiellement concentrée sur Srinagar, elle se déplaça ensuite dans les campagnes et les montagnes entourant la vallée de Jhelum. A la fin de l'année 1993, puis en 1994, les groupes d'insurgés franchissaient la frontière et pénétraient dans les collines densément boisées de la zone musulmane de Doda, district de Jammu. En étendant leur zone d'opérations, ces groupes permettaient aussi de soulager la pression indienne sur la vallée du Cachemire .

La révolte avait été lancée par le parti JKLF, parti laïque poursuivant pour objectif l'indépendance d'un Cachemire réuni dans ses anciennes limites de 1947. A partir de 1988, les dirigeants de celui-ci, en exil dans l'Azad Kashmir, s'étaient alliés à une branche islamiste dite ISL (*Islamic Students League*) qui s'affirma peu à peu à la tête de l'insurrection. L'action du JKLF visant à déstabiliser le gouvernement central par des actions de protestation de masse eut pour conséquence d'imposer une administration directe à partir de New Delhi mais aussi et surtout de le déconsidérer aux yeux des militants les plus radicaux.

Es lors, l'ISI reporta son soutien au profit d'un autre groupe, plus « dur », le *Hizb-ul-Mojahideen* ou Parti des Mujahideen (HM), considéré comme la branche armée cachemirienne du parti panislamiste *Jamaat-i-Islami*. A la fin de l'année 1991, le HM avait pris le pas sur le JKLF et était désormais reconnu comme la principale force combattante du Cachemire insurgé. Répétant le modèle expérimenté en Afghanistan, les Pakistanais encouragèrent alors la multiplication des factions islamistes favorables au Pakistan, dont une dizaine seulement était dotée d'une réelle capacité militaire.

Ces groupes comptaient généralement de 5 à 10 hommes, et rarement plus de 15 à 20 ; faiblement armées, peu organisées et ne présentant guère de cohérence, ces unités se montrèrent rarement capables d'actions du niveau de la section, voire de la compagnie (*katiba*). Surtout impliqués dans de brefs engagements du type coup de main ou action terroriste (assassinat de personnels administratifs, du renseignement ou des forces de sécurité), elles résistèrent difficilement à la pression croissante de la répression indienne. De 1988 à 1994, si les forces indiennes reconnurent avoir perdu 856 hommes, elles avaient en contrepartie abattu plus de 4.000 « militants »...

Du fait de la faiblesse inhérente au nombre de ces derniers, proportionnel à l'importance de la population cachemirienne, les Pakistanais décidèrent de « gonfler les effectifs » en y injectant de nombreux « volontaires » étrangers, si possible islamistes fanatiques, ce qui permettait de radicaliser le conflit en accentuant la pression sur les forces et populations hindoues, et de réduire la proportion des combattants autochtones pouvant encore présenter quelque velléité d'indépendance à l'égard d'Islamabad.

Les premiers volontaires étrangers à avoir rejoint la cause des Cachemiris furent, à la fin de l'année 1991, des Afghans fidèles du parti *Hizb-i-Islami* (Parti islamique) de Gulbuddin Hekmatyar. Considérant les liens existant entre ce parti, l'ISI et le parti de l'extrémisme sunnite pakistanais *Jamaat-i-Islami*, il était aisé de prédire sa collusion avec le parti islamiste cachemirien *Hizb-ul-Mojahideen*. On sait aujourd'hui que les combattants de ce dernier avaient déjà eu l'occasion de s'entraîner et de combattre précédemment dans le sud-est de l'Afghanistan, aux côtés des Afghans du parti *Hizb-i-Islami*.

Plus récemment, le nombre des « volontaires » intégristes étrangers n'a cessé de croître, au point de surpasser celui des combattants islamistes cachemiris, et les *Taliban* en constituent désormais le noyau dur, renforcé par les séparatistes de l'Azad Kashmir mais aussi par un nombre croissant de combattants de la foi provenant de tous les horizons du fondamentalisme islamiste. En quelque sorte, ces derniers ont profité de l'usure

des combattants « autochtones » qui, s'ils atteignirent le nombre de 20.000 hommes en 1994, ne sont plus estimés aujourd'hui qu'à 3.000 ou 4.000...

L'une des unités les plus insolites, et des plus fameuses, de cette « nouvelle légion islamiste » est sans nul doute celle du milliardaire « saoudien » (en fait d'origine yéménite) Osama bin Laden, dite Unité 055.

En effet, si l'engagement de ce « fou de Dieu » est bien connu en Afghanistan¹³, ou sur la scène internationale par ses actions terroristes visant les intérêts américains, la présence de ses « gardes du corps » sur le front du Cachemire révéla l'étendue du soutien que les Pakistanais n'ont pas hésité à drainer pour soutenir une si noble cause...

Quand bien même cette présence serait contestée par le Pakistan, nul ne peut ignorer que bin Laden déclara la guerre sainte ou *djihad* aux Etats-Unis et à l'Inde, à la mi-septembre 1999, au lendemain précisément du repli des troupes pakistanaises et de leurs alliés, les *Taliban*, terme qui, on le voit, est désormais bien plus synonyme de « terroristes islamistes » que d' « étudiants afghans »...

L'un des points essentiels clairement mis en lumière par la crise de Kargil est sans conteste le durcissement des combats traduisant la radicalisation des prétentions « cachemiries » ; en effet, conscient qu'il ne parviendra jamais à désolidariser à son profit la partie indienne du Cachemire, le Pakistan s'est résolu à encourager la création d'un véritable Cachemire indépendant et islamiste, ou tout du moins à encourager et soutenir les terroristes islamistes prêts à mener une guerre sainte sans fin contre l'occupant hindou pour libérer un territoire musulman.

Bleed the Hindus white* !

Il est certain que la route NH 1A constituait en elle-même un objectif stratégique du fait de son importance vitale pour l'Inde ; en effet, sa saisie aurait pu entraîner, à terme, une nouvelle césure du Cachemire, et la perte du Ladakh. Pourtant, considérant la faiblesse des moyens engagés, il y a peu de chance que les *Taliban* y soient parvenus seuls ou bien avec l'appui mesuré dont ils ont bénéficié. Car si le Pakistan n'a pas démenti son engagement aux côtés des *Taliban*, et encore moins le soutien logistique, politique, diplomatique et moral qu'il leur assure, il n'a pas cependant pris le risque de s'engager plus avant dans un conflit conventionnel – que d'aucuns craignaient de devenir nucléaire – contre l'Inde.

D'un point de vue quantitatif, mais aussi qualitatif, l'armée indienne dispose sans aucun doute d'un avantage sur les forces pakistanaises. Outre le rapport de 1 à 3 pour les forces terrestres, cette supériorité s'exerce surtout dans le domaine aérien. Ainsi, lors de l'affaire de Kargil, l'armée de l'Air indienne employa des raids aériens massifs de MIG-21, MIG-23 et MIG-27, protégés par des Mirage-2000 chargés de brouiller les radars adverses mais aussi de prévenir toute attaque en provenance du Pakistan. Or, ce dernier fut tout à fait absent du ciel cachemiri. Sa seule contribution fut donc celle de ses feux dont il était bien difficile d'assurer qu'ils pouvaient être le fait des *Taliban* ou des forces régulières pakistanaises.

Cet engagement « mesuré » a donné lieu à un nouveau concept, celui de *proxy war* ou « guerre par procuration », dont il convient d'estimer l'enjeu militaire, puis géopolitique. Force est en effet de constater que de

¹³ En décembre 1998, les missiles de croisière américains frappaient ses camps d'entraînement installés en Afghanistan, en représailles des attentats perpétrés en août contre les ambassades des Etats-Unis au Kenya et en Tanzanie. Représentant du courant sunnite le plus extrémiste, ce milliardaire saoudien soutient financièrement et militairement la cause des *Taliban* afghans et participe à leurs côtés à la lutte contre l'Alliance du Nord du gouvernement afghan officiel. Dans son numéro de février 1999, *JIR* signalait que, selon le *Sunday Times*, Osama bin Laden aurait reconstruit un abri durci dans la province afghane de Kunduz, au cœur des montagnes du Pamir, ainsi que d'autres camps pour y accueillir les volontaires affluant d'Afrique du Nord, du moyen orient ou de Bosnie.

* « Il faut saigner à blanc les Hindous ! »

tels combats ont certainement un autre but que d'attirer l'attention de la communauté internationale sur cette question de tracé de frontières, argument aujourd'hui éculé. Ainsi, l'acharnement du Pakistan pour cette zone semble transcender l'intérêt réel que le Cachemire peut lui-même représenter.

On se souviendra alors que Verdun représenta – à une échelle différente, tant tactique que stratégique – un autre exemple d'un tel acharnement pour un objectif extrêmement limité, visant tout autant à l'usure des forces de l'adversaire, qu'à leur concentration, et à la focalisation de son intérêt, permettant d'espérer aussi bien une rupture militaire qu'un effondrement politique, voire une usure économique.

Si l'on considère que l'Inde – qui, depuis dix ans, a dû déployer près de 400.000 hommes appartenant aux forces régulières ou paramilitaires, au Cachemire – a perdu plus d'hommes, pendant cette période, que dans les précédents conflits ouverts avec son voisin, on comprendra que toute nouvelle saignée exacerbe un peu plus le sentiment nationaliste hindou au sein de la population civile, mais aussi au cœur de l'état-major désormais conscient de la supériorité conventionnelle, balistique et même nucléaire des forces indiennes. En termes humains, la confrontation a été particulièrement violente puisque, après onze semaines de combats, l'armée indienne avait perdu 487 hommes, dont 25 officiers. Ces chiffres étaient encore exacts en septembre, mais nombre de blessés (sur plus de 1.100) décédèrent depuis, et l'on estime aujourd'hui le nombre total des pertes à plus de 500 hommes¹⁴, alors que plus de 700 assaillants ont été abattus (appartenant surtout aux unités pakistanaises de la Northern Light Infantry¹⁵, et aux mercenaires islamistes). D'autre part, craignant que le Pakistan et ses alliés afghano-cachemiris ne réitérent une telle opération, l'armée indienne a décidé la mise sur pied et le déploiement au Jammu et Cachemire (J&K) d'un nouveau corps d'armée, servant à la fois de force de réaction rapide et d'unité spécialisée dans la lutte anti-insurrectionnelle.

L'autre coût que l'on oublie trop souvent est celui financier de telles opérations. Outre la course aux armements dans laquelle sont engagés les deux voisins depuis de nombreuses années, leur confrontation pour le glacier du Siachen est une nouvelle source de dépenses militaires " extraordinaires ". On estime en effet à ce jour que l'Inde y consacre près de 1 million de dollars par jour, indépendamment des opérations de maintien de l'ordre ou de lutte anti-terroriste conduites au Cachemire ! La crise de Kargil à elle seule aurait coûté chaque jour près de 4 millions de dollars à l'Inde ; depuis, au coût du conflit lui-même s'ajoute désormais celui des mesures que l'Inde entend prendre pour construire un véritable Mur d'Hadrien sur cette ligne, estimées à près de 2,3 millions de dollars, qu'il conviendrait d'augmenter encore de 300.000 à 400.000 dollars d'équipement destinés au combat en haute altitude¹⁶. En d'autres termes, à l'issue de cette crise, les analystes économiques de cette zone, tels que SG Securities Asia, ont estimé que le déficit fiscal indien serait porté de 5,2% à 5,5%, en raison d'une augmentation de 10% du budget de la défense (en fait +28%, en mars 2000 !). Alors que le montant des investissements directs étrangers (IDE) était de 400 millions de dollars en mai, il avait chuté à 74

¹⁴ Le 8 décembre 1999, le Ministre de la Défense, George Fernandes, déclarait qu'à cette date le nombre des personnels tués s'élevait à 519 hommes (dont 6 corps rendus mutilés). Cf " Kargil cost nation Rs 1,984 cr ", in *The Times of India* du 9 décembre 1999.

¹⁵ Basée à Bunji, près de Gilgit, l'Infanterie légère du Nord ou NLI, fut créée en 1973 à partir de milices locales recrutées parmi les Scouts du Karakoram, de Gilgit, et du Nord. Spécialisés dans le combat en montagne, ses 17 bataillons sont aussi entraînés à mener des opérations commando hélicoptérées visant à s'emparer et à tenir des zones particulières, telles que celles du Cachemire, dans des conditions climatiques variées.

¹⁶ Depuis, une commission spéciale a été créée à cet effet (*Central assistance under the Border Area Development Programme*) et est notamment responsable de la construction de près de 2.000 bunkers, destinés à la ville de Kargil et aux villages environnants. Comme le souligne l'article " Pak settling Afghans near LoC " (*Times of India* du 13 décembre 1999), ces mesures sont destinées à protéger les familles bombardées et à les fixer sur place pour " tenir le terrain " : " About Rs 20,000 would be spent on building each family bunker, of which Rs 15,000 has already been given to the families and the remaining amount in form of corrugated sheets. The bunkers are part of a relief package for victims of the border shelling in the Jammu division and Kargil and Leh areas, which was approved by the Centre and is being currently implemented. The package also includes free ration of nine kg of foodgrains, a month per person of families displaced due to Pakistan shelling, a cash assistance of Rs 200 a month, free kerosene, fodder and medical treatment " .

millions trois semaines plus tard ! Marché émergent prometteur mais fragile, l'Inde est donc particulièrement vulnérable à toute attaque de ce genre qui, si elle se prolongeait, pourrait plonger son économie dans le rouge et donc l'entraîner vers de nouveaux désordres toujours générateurs de tensions sociales, voire ethnico-religieuses.

Enfin, il n'est pas inutile de s'interroger sur l'importance des gains territoriaux ou démographiques que constituerait pour le Pakistan la conquête du Cachemire : en effet, ce dernier ne compte que 4,5 millions d'habitants sur les 8,2 millions de la province du Jammu-Cachemire auquel il appartient. Considérant la richesse fort relative de la région cachemirienne, et le peu d'atouts stratégiques que sa possession implique, du fait de sa position excentrée, voire enclavée, quels peuvent donc être les enjeux justifiant qu'un pays de 150 millions d'habitants s'attaque à un voisin qui en compte 1 milliard, et soit prêt à courir le risque d'une nouvelle confrontation armée pouvant impliquer le recours à l'armement nucléaire ? S'il n'est guère de réponse rationnelle que l'on puisse apporter à ces questions, peut-être est-ce parce qu'un tel conflit relève moins de la confrontation conventionnelle que l'on voudrait limitée entre deux États-nations, que du choc de deux civilisations, la distinction des cultures ne pouvant être ici retenue...

II Le Cachemire, au cœur du Grand Jeu pakistanais

Nettoyage ethnique au Cachemire ?

La question mérite d'être posée à double titre. Tout d'abord, nul ne peut nier aujourd'hui l'identité de l'agresseur, constitué d'une minorité de séparatistes cachemiris, encadrés, plus que soutenus, par des *Taliban* afghans et des soldats pakistanais combattant sous le même costume civil que ces « combattants de la foi », ou en uniforme militaire débarrassé de signes distinctifs. Or, si la participation active de ces derniers ne fait aucun doute, il convient de préciser ce qu'il faut entendre par « *taliban* », et, corrélativement la part croissante qu'ils jouent dans ce conflit, depuis 1989, au détriment des combattants autochtones qui se trouvent dans le même temps dépossédés de la direction des opérations comme de la nature même de leurs revendications !

Si ce conflit s'inscrit donc sans conteste dans le cadre d'une nouvelle guerre sainte, il semble opportun d'en souligner le caractère « ethno-différencialiste » étendu aux populations régionales. En effet, du Punjab aux contreforts de l'Himalaya, les populations de ces régions constituent des cibles privilégiées pour l'action de l'islamisme. A défaut d'être converties, elles sont alors soit éliminées physiquement, chassées de leurs terres ou encore soutenues dans leur action de sédition à l'encontre du pouvoir central de New Delhi¹⁷. Même à majorité musulmane, en 1947, le Cachemire demeurait une province marquée par une identité culturelle et religieuse très prononcée. D'origine aryenne, les Hindous (ou Pandits) étaient près d'un million au début du siècle, comptaient encore pour 25% lors de la partition, et demeuraient très proches de la population musulmane – souvent de même race mais convertie – qui se caractérisait par sa tolérance et son attachement au soufisme que l'on pourrait qualifier d' « islam humaniste ». Or, cinquante ans de conflit larvé ont conduit à l'érosion de la place de cette population hindoue éliminée physiquement ou contrainte à l'exil. Il y a dix ans, on estimait encore leur nombre à 200.000 ou 250.000, dans l'Etat du Jammu-et-Cachemire, sur une population de 8 millions d'habitants. Aujourd'hui, seuls 5.000 Pandits y subsistent mais sont l'objet d'un nombre croissant d'attaques, ce qui les conduit à abandonner leurs terres ancestrales pour se réfugier plus au sud, au Jammu, où on en dénombre près de 150.000, rassemblés dans des camps « de fortune »...

Autrefois si riche du fait de ses activités traditionnelles (textile, culture du safran, l'épice la plus chère au monde, etc.) comme du tourisme qui vit jusqu'à 500.000 visiteurs sillonner la plaine et les montagnes du Cachemire, cette province se trouve aujourd'hui vidée de sa population. Car les bombardements n'épargnent aucun des deux côtés de la frontière, et même en Azad Kashmir¹⁸, les villages sont peu à peu désertés. Ainsi, à la mi-juin, les bombardements autour de Kargil avaient entraîné le déplacement de plus de 50.000 Cachemiris, des deux côtés de la frontière.

Bien sûr, on peut considérer qu'une telle situation est le lot inévitable de tout conflit frontalier. néanmoins, aucune guerre officielle n'existant entre l'Inde et le Pakistan, on peut s'interroger sur l'opportunité pour le Pakistan de bombarder régulièrement le Cachemire indien à partir de villages de l'Azad Kashmir, sur lesquels il concentrera inévitablement la riposte de l'artillerie indienne, à peine distante de 13 ou 14 kilomètres... Ainsi, des deux côtés de cette frontière, les quelques bourgs ou villes qui subsistent encore se vident de leurs habitants ; Drass, qui n'est, à vol d'oiseau, qu'à 4 kilomètres des lignes pakistanaises, est sans cesse pilonnée par leur artillerie. Aujourd'hui, ce bourg a été abandonné par 90% de ses 15.000 habitants...

¹⁷ On sait aujourd'hui quel est le soutien des services secrets pakistanais aux extrémistes sikhs. On se souviendra qu'Indira Gandhi fut assassinée, en 1984, par ses deux gardes du corps sikhs.

¹⁸ Quoique bénéficiant d'un statut particulier, cette province « autonome » est entièrement inféodée au Pakistan.

Même constat pour Kargil qui, de 50.000 âmes, a vu sa population chuter à 2.000. Autrefois deuxième ville du Ladakh, elle abrite désormais une énorme base militaire indienne. Or, sa population était jusqu'à présent essentiellement composée d'une mosaïque de peuples dont la religion était étrangère au sunnisme : 70% des habitants étaient, en effet, des musulmans chiïtes, et 30% des bouddhistes. Quant à la population du district de Leh, dans son ensemble, elle est en majorité bouddhiste, car l'ethnie dominante de cette région est de type asiatique et parle un idiome proche du tibétain.

Quelle conclusion peut-on en tirer ? Observons simplement que la population d'origine hindoue – les Pandits – ayant été quasiment gommée de cette zone, une nouvelle forme de nettoyage ethnique semble se développer au Cachemire ; sous couvert d'opération militaire visant un objectif stratégique, les combats se concentrent en priorité sur les zones occupées par des populations autochtones qui ne pratiquent pas le sunnisme. Il est donc évident qu'à terme, après l'éviction de celles-ci, la population de toute cette région sera, dans une majorité encore bien plus importante, musulmane et sunnite, d'autant plus que, depuis 1951, une loi interdit à tout Indien n'étant pas de souche cachemirite d'acheter des terres ou des biens au Cachemire ; déjà difficiles, les relations avec un gouvernement central à majorité hindoue et nationaliste auraient donc toutes les chances de se dégrader à nouveau. Toute nouvelle pression – ou répression – des forces de police hindoues ou sikhes – à l'encontre d'une population majoritairement acquise à la création d'un Etat islamiste cachemirite indépendant ne pourra que susciter la réaction de la communauté musulmane, tant au niveau régional qu'international, ou du moins est-ce la véritable « internationalisation » de la question que recherche Islamabad. Il serait alors facile d'exploiter le thème de la persécution de la religion musulmane par un courant intégriste hindou pour tenter de lever en Inde même le levain de nouvelles guerres de religion qui, en affaiblissant l'Inde, permettraient au Pakistan de rééquilibrer la différence de capacités militaires en sa faveur. Alors que les forces indiennes doivent en effet intervenir sur un espace grand comme 7 fois la France, il est beaucoup plus aisé pour le Pakistan de mobiliser et de concentrer ses forces, et de les lancer sur un théâtre d'opérations très proche, bénéficiant pour lors de la « profondeur stratégique » que lui offrent l'Afghanistan et l'Azad Kashmir, réservoir important de combattants de la foi prêts à prendre pied, et pourquoi pas racine¹⁹, dans la partie du Cachemire encore indienne.

Du conflit frontalier à la « guerre par procuration »...

Sans prétendre que ce nettoyage ethnique soit la fin ultime poursuivie par un courant islamiste sunnite, partagé au Pakistan et en Afghanistan, on ne peut que constater qu'il est la conséquence directe de ce conflit que les observateurs qualifient de *proxy war*, ou guerre par procuration.

Très récemment, le général Musharaf lui-même a déclaré qu'il y aurait d'autres Kargils, et l'on sait désormais que les services secrets pakistanais s'ingénient à encourager ce genre de processus dans d'autres parties de l'Inde. Ceci signifie-t-il que Kargil ait été un modèle et ait servi de répétition à de futures actions de déstabilisation au sein de l'Union indienne ?

A moins que l'affaire de Kargil ne soit elle-même que la forme achevée de ce nouveau type de conflit s'appuyant sur les menaces transversales aujourd'hui parfaitement identifiées (terrorisme international, intégrisme religieux, etc.), amis dont la genèse n'aurait pas fait l'objet d'une attention suffisante.

Rappelons ici que, depuis quinze ans, cette partie du Toit du Monde, zone pivot du Heartland euroasiatique, a permis au Pakistan de focaliser l'essentiel de ses actions de déstabilisation menées contre l'Inde. Si la révolte

¹⁹ Cf « Pak settling Afghans near LoC », in *The Times of India* du 13 décembre 1999 : depuis la prise du pouvoir du 12 octobre par les militaires, l'ISI aurait installé des centaines de combattants afghans sur la frontière, à un kilomètre environ de la LoC, en remplacement des populations locales évacuées en Azad Kashmir (régions de Bagh Tehsil, Kotli, Nikial et Balnoi). Ces *Taliban* ont aussi été invités à s'installer en grand nombre dans les zones faisant face aux districts de Rajouri, Poonch et Doda (Jammu et Cachemire). Malgré les allégations officielles selon lesquelles ces *moghahideen* ne seraient là que pour quelque temps, en prévision de la « seconde campagne de Kargil », les populations locales redoutent et rejettent ces occupations de leur territoire.

sikhe semble aujourd'hui appartenir au passé, elle n'en a pas moins laissé des cicatrices durables, en brisant, par exemple, l'indéfectible communion qui existait entre les populations hindoues et sikhes, unies pendant des siècles dans leur résistance à l'Islam, puis au sein des forces armées de l'Empire des Indes. Or, depuis l'assassinat d'Indira Gandhi, la proportion des Sikhs dans l'armée indienne est tombée de près de 25% à 15% et pourrait continuer à diminuer, en raison, notamment, d'une importante émigration (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Canada, etc.).

L'exemple du Cachemire pourrait ainsi être dupliqué une nouvelle fois au Punjab où la communauté sikhe est certes importante mais doit compter avec les Musulmans et surtout le souvenir qui s'attache à cette province, cœur des anciennes possessions musulmanes d'où s'élançaient les expéditions visant à la conquête de la péninsule indienne. En favorisant toute nouvelle velléité de sédition, voire de sécession, le Pakistan peut ainsi instrumentaliser une force qui concentrera l'effort principal de la répression indienne. La violence de celle-ci conduira à son tour la population locale à exprimer son ressentiment contre les "Indiens", en exerçant des représailles à l'encontre des populations civiles hindoues. Placées au cœur de ce mécanisme infernal, les populations civiles sont alors les principales victimes de ce type de conflit, se voyant réduites à l'état de réfugiés, puis de déplacés, voire d'expatriés. Le vide ainsi obtenu entraîne d'une part une invasion pacifique du territoire délaissé par des réfugiés en provenance d'un Etat voisin ou du sein même de l'Union indienne (des musulmans pouvant bénéficier du financement international de nations islamistes désireuses de soutenir l'*umma* ou communauté religieuse par une politique de dons visant à renforcer leur prestige au sein de celle-ci, le mythe de l'islamisme demeurant la restauration d'une forme de califat), et, d'autre part, la radicalisation du nationalisme hindou. La réaction populaire contre de telles agressions bénéficie certes au BJP et à ses alliés nationalistes, dont certains sont effectivement extrémistes, mais dessert l'union de la nation. Tout renforcement de l'hindouisme a, en effet, une empreinte géographique très nette (Etats "traditionnels" du Centre, de l'Ouest et du Nord de l'Union indienne), régionale ou urbaine (concentration très importante au sein des mégapoles indiennes), écartant un peu plus les préoccupations du pouvoir central des aspirations très marquées de certaines entités régionales, religieuses ou ethniques (Tamil Nadou, Nagaland, etc.).

Toute répression exercée par une force armée à plus de 80% hindoue est alors jugée comme l'expression de l'agressivité croissante du nationalisme "safran" et légitime donc le caractère sacré de la guerre sainte dont le seul but est de défendre une communauté islamique menacée, voire de libérer un territoire consacré par la seule présence de lieux de culte dont l'érection fut consécutive à l'éviction des populations autochtones "infidèles".

Nous rappellerons simplement ici qu'il ne s'agit pas d'une hypothèse de travail mais bien de la compréhension *a posteriori* des troubles qui ont agité l'Union indienne depuis une dizaine d'années. Ce modèle a ainsi été appliqué avec quelque succès au Punjab ; pour la seule année 1990, on estima à 5.000 personnes le nombre des victimes du terrorisme sikh. Revendiquant la création d'un Etat indépendant, le Khalistan, les terroristes sikhs exercèrent une pression directe sur la population civile hindoue et sur les institutions politiques nationales ; tout fut entrepris pour empêcher les élections générales de 1991. 23 candidats furent ainsi assassinés et les élections durent être repoussées jusqu'en février 1992. La dégradation générale de la situation, tant au Punjab qu'au Cachemire, suscita la colère d'extrémistes hindous qui, en décembre, détruisirent la mosquée d'Ayodhya. Aussitôt, les violences interconfessionnelles se multiplièrent à travers le pays et gagnèrent Bombay, en janvier 1993. Alors que la ville avait été épargnée dans les années 70 puis 80, elle connut 10 jours ininterrompus de heurts qui virent la destruction de 75% des magasins et des étals des musulmans, 550 morts et plus de 50.000 personnes déshéritées. Les enquêtes menées alors devaient démontrer que ces manifestations sanglantes, loin d'être spontanées, avaient été planifiées et organisées par des mouvements religieux extrémistes.

Quant au cachemire, la dégradation de la situation, durant l'année 1989, avait conduit à une soudaine montée aux extrêmes ; en janvier 1990, l'Inde avait directement accusé le Pakistan d'être responsable de cette escalade qui se traduisait essentiellement par une prise à partie de la population hindoue ; en avril, un homme

d'affaires et deux universitaires hindous étaient assassinés ; ans un discours enflammé au Parlement, le Premier ministre indien, V.P. Singh invitait ses concitoyens à se préparer à une nouvelle guerre contre le Pakistan. Si celle-ci n'eut pas lieu, la décennie 1990-2000 connut néanmoins une augmentation des actes de déstabilisation à travers tout le territoire indien (en Assam, par exemple) ainsi qu'une radicalisation des actions terroristes en territoire cachemiri. Les renseignements dont nous disposons aujourd'hui éclairent la nature de celle-ci, due non pas à un nouvel élan du mouvement nationaliste ou indépendantiste cachemiri mais bien à l'intervention d'un acteur étranger, chargé de mener cette guerre par procuration pour le bénéfice du Paksitan.

Vers une talibanisation du Pakistan ?

Trois éléments déterminants de la crise de Kargil ont éclairé d'un jour nouveau l'état actuel du Pakistan et la menace qu'il constitue désormais pour son environnement : d'une part, l'implication des alliés *taliban* d'Islamabad que nous venons d'étudier, d'autre part l'indépendance marquée par la collusion du haut-commandement et des services secrets pakistanais pro-islamistes à l'égard du gouvernement civil, et enfin les conséquences de cet échec sur l'avenir même de cet Etat.

Or ces trois éléments sont plus qu'imbriqués, ils sont indissociables de la nature même du Pakistan et permettent de comprendre le délitement de ses institutions comme de sa société ; en ayant voulu appliquer au Cachemire le modèle qui lui avait permis de vassaliser l'Afghanistan et en faire le pivot de sa politique extérieure, Islamabad semble au contraire avoir libéré une créature désormais incontrôlable qui se nourrit de sa propre dégénérescence.

Principal allié des Etats-Unis en Asie du Sud, le Pakistan n'eut aucune difficulté à convaincre Washington, lors de l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, que les combattants *mojahideen* – essentiellement tadjiks – constitueraient un allié précieux pour transformer ce conflit en nouveau « Vietnam » pour l'Armée Rouge. Sur fond de Guerre Froide livrée par procuration et de guerre sainte pour libérer un autre sanctuaire de l'Islam, le Pakistan réussit ainsi à drainer des fonds à la fois des Etats-Unis mais aussi des monarchies pétrolières (essentiellement l'Arabie Saoudite) destinés à armer et entraîner la résistance afghane. Celle-ci s'alimentait d'ailleurs déjà seule grâce à la production de pavot que la CIA encouragea elle-même, y voyant là une autre arme permettant de corrompre par l'intérieur les forces soviétiques. Dans le même temps, les régions frontalières du Pakistan accueillirent jusqu'à 2,5 millions de réfugiés afghans, essentiellement Pathans ou Pachtounes. Islamabad découvrit très vite les nombreux avantages qu'il pourrait tirer de sa situation : près de 60% des fonds et des armes destinés à la résistance furent détournés par l'ISI, la population déshéritée des réfugiés constituerait un réservoir inépuisable d'étudiants de la loi coranique ou *Taliban* formés dans les *madras* pakistanaises, et sa position lui permettrait de peser directement sur l'avenir de l'Afghanistan. En effet, du fait des nombreux clivages ethniques et religieux divisant la société afghane, la résistance à l'ennemi soviétique ne parvint jamais à obtenir de résultats significatifs.

En conséquence, à partir de 1991-1992, l'ISI reporta peu à peu son aide au profit des *Taliban* et des partis islamistes dans lesquels ils servaient (son allié favori devenant le parti islamiste pachtoune- *Puchtun Hizb-i-Islami* – de Gbulddin Hekmatayar) ; ainsi, le Pakistan devint un acteur à part entière du drame afghan, par son soutien direct aux partis extrémistes sunnites afghans opposés au régime de Kaboul représenté dans la personne du Président Rabbani et dans celle du chef militaire de l'Alliance du Nord, le fameux Commandant Massoud. Aujourd'hui, on estime à 8.000 le nombre de volontaires pakistanais servant aux côtés es *Taliban*. Ces derniers sont désormais équipés d'armements lourds (véhicules de combat d'infanterie, chars, pièces d'artillerie, avions), ayant bénéficié, entre 1991 et 1994, des mêmes sources. A l'époque, les pakistanais étaient parvenus à convaincre les Américains que seul le mouvement *taliban* parviendrait à remettre un peu d'ordre en Afghanistan – ce dont bénéficieraient à terme les compagnies pétrolières américaines et saoudiennes désireuses d'exploiter les

ressources d'hydrocarbures du Turkménistan et d'Azerbaïdjan (« le pays du feu éternel » !), et de faire transiter ces ressources via l'Afghanistan vers le Pakistan – et surtout d'endiguer le trafic de narcotiques qui atteignent désormais les côtes américaines !

Alors qu'ils n'étaient que 200 environ, en octobre 1994, les *Taliban* regroupent aujourd'hui près de 50.000 combattants et l'on compte parmi eux nombre de spécialistes des blindés, de l'artillerie, des transmissions ou encore des explosifs. Qui plus est, ce que l'on nomme désormais *Taliban* est en fait une nébuleuse de partis islamistes sunnites opérant à partir du territoire afghan, en toute impunité, et sous les auspices de l'armée et des services secrets pakistanais qui leur fournissent des instructeurs, mais aussi une forme de soutien logistique ou "administratif". La majorité des volontaires pakistanais sont ainsi affiliés aux deux partis représentant le courant théologique sunnite dit école de Deobandi ; il s'agit surtout du *Jamiat-i-Ulema Islami* qui, à partir des écoles du Balouchistan et des provinces frontalières du Nord-Ouest a formé les "étudiants" coraniques, et de son bras armé, encore plus radical, le parti *Harakat ul Ansar*, également connu sous le nom de *Harakat ul Mujahideen*. Ce dernier s'est fait une spécialité des actes de *djihad* à l'étranger et figure sur la liste des mouvements terroristes poursuivis par Washington.

Parmi les nombreux autres partis, notons le très populaire parti *Jama'at-i-Islami*, la ligue musulmane, parti du Premier ministre Nawaz Sharif, ou encore le *Lashkar e Tayyaba*, parti du *djihad* opérant surtout au cachemire et que nous avons déjà cité. Tous ces mouvements, essentiellement pachtoune et exclusivement sunnites, s'opposent aux forces tadjikes du commandant Massoud mais aussi à tous les autres mouvements chiites afghans. Ainsi, en mai 1999, les troupes pakistanaises jouèrent un rôle important dans la reconquête de la cité de Bamiyan dont les Chiïtes s'étaient emparés à la fin du mois d'avril. Selon Massoud lui-même, le camp de Rishkhor – tenu par le *Harakat ul Mujahideen* et les 400 à 500 volontaires "arabes" d'Osama bin Laden – aurait servi de base à quelque 3.000 soldats pakistanais déployés pour appuyer à ce moment là les forces des *Taliban*.

Si le terme de "balkanisation" nous est familier, sans doute n'est-il pas inutile de s'interroger maintenant sur celui de "talibanisation" qui pourrait à son tour servir sinon de modèle du moins de référence pour décrire les fondamentaux du délitement d'un Etat islamiste en proie aux divisions ethniques et confessionnelles. En effet, non seulement la crise de Kargil aura mis en relief les dysfonctionnements internes du pouvoir pakistanais, disputé entre le haut-commandement, les services secrets et une société civile au bord de l'implosion, mais elle aura également eu pour conséquence de précipiter la chute du Premier ministre, M. Nawaz Sharif, et de décider le général Musharaf, chef des armées pakistanaises, à s'emparer du pouvoir par la force, le 12 octobre 1999. Déjà condamné sur la scène internationale pour son soutien ouvert au mouvement *taliban*, pour la condition des femmes pakistanaises ou encore pour l'insécurité croissante²⁰ qui en fait l'un des pays les plus dangereux au monde et donc l'un des moins convoités par les investissements directs étrangers, le Pakistan est aussi un Etat islamiste quasiment ruiné²¹. Ni l'"amitié" ni les pressions des Etats-Unis n'auront pu empêcher, par exemple, le coup d'état militaire ; pourtant, dès septembre, les Américains avaient essayé de le prévenir. Or, si l'armée pakistanaise a pris le risque de braver cette mise en garde américaine c'était avant tout pour mettre un terme à la mainmise sur le pouvoir du "groupe punjabi" mené par le clan Sharif et le chef des services secrets. Il restait

²⁰ Le Pendjab et le Sind (notamment à travers la ville de Karachi) sont les principaux centres des actions terroristes qui vont croissantes et qui opposent Mohajirs, c'est-à-dire les musulmans ayant quitté l'Inde en 1947, et Sindhis ou Punjabis, mais aussi et surtout sunnites et chiïtes.

²¹ Avec une dette de 32 milliards de dollars et un PNB en décline constante, le Pakistan ne survit plus aujourd'hui que sous dialyse des prêts internationaux, émanant surtout du Fonds monétaire international. Quant à la Banque Mondiale, observatoire privilégié, elle vient de nommer l'Asie du Sud au premier rang des régions les plus corrompues et dénonce ouvertement les violations des droits de l'Homme (et surtout des femmes !) au Pakistan. Il est vrai que celui-ci vient, au printemps 1999, d'interdire près de 2.000 ONG.

ensuite à négocier ce changement de pouvoir avec les autres membres de la fédération (notamment le Balouchistan et la Province du Nord-Ouest) ; quant au “ grand frère ” américain, on tentera d’obtenir la levée des sanctions automatiques en cas d’un tel renversement, ce qui permettrait de débloquer une tranche de 280 millions de dollars en provenance du FMI...

L’isolement diplomatique du Pakistan en fait donc une proie vulnérable pour l’intégrisme religieux et les différents mouvements séparatistes qui pourraient chercher à dépecer un Etat dont l’union sacrée repose bien plus sur son inimitié – entretenue - pour l’Union indienne que sur les vertus de ses mythes fondateurs.

Quant aux *Taliban* eux-mêmes, entraînés dans cette aventure au Cachemire qui leur aura beaucoup coûté, en terme de prestige, ils pourraient se retourner contre leur protecteur ; en cas de mobilisation internationale ou régionale (provenant de la Russie ou des Républiques d’Asie Centrale) en faveur de la résistance de l’Alliance du Nord du Président Rabbani. En effet, si celui-ci reprenait l’offensive à partir du Nord en direction du Sud et refoulait devant lui les *Taliban*, ceux-ci pourraient chercher quelques compensations territoriales au Pakistan lui-même, en encourageant les tribus traditionnellement rebelles à une autorité centrale (le Balouchistan, les Provinces du Nord-Ouest, voire l’Azad Kashmir lui-même) à fragmenter le Pakistan. Sachant les violences qui opposent à l’ouest, au Sind et au Punjab, Mohajirs, Sindis et Punjabis - et les violences sectaires qui s’ajoutent à ces rivalités ethniques -, un tel appel trouverait sans doute quelque écho. On peut douter que l’Iran chiite cherche alors à empêcher ce processus qui, *in fine*, lui permettrait de retrouver une place régionale dominante en écartant une menace sunnite prégnante, et en se posant comme protecteur des minorités chiites que combattent ou exterminent les *Taliban*, extrémistes sunnites...

III Une victoire tactique pour l'armée indienne mais des succès stratégiques pour le nationalisme hindou

Eviter toute escalade du conflit

En circonvenant le théâtre des opérations aux limites immédiates de la ligne de Contrôle, l'armée indienne entendait avant tout ramener le conflit à une dimension militaire beaucoup plus tactique que stratégique, afin d'empêcher toute implication directe de l'ensemble des forces armées pakistanaises. Un tel scénario, compte tenu de l'exiguïté du champ de bataille dévolu à une guerre conventionnelle, et de la proximité des deux capitales, ne pouvait en effet que conduire à réitérer la campagne de 1965, c'est-à-dire l'ouverture d'un second front dans le Pendjab pakistanais ou au Sind. Les forces armées indiennes avaient alors pénétré victorieusement au Pakistan pour arrêter l'offensive de ce pays au Cachemire.

Bien sûr, même si l'Inde s'est engagée à ne jamais utiliser ses armes nucléaires en premier, elle ne saurait éluder l'éventualité d'une escalade incontrôlée et irréfléchie. Aussi, le 30 mai 1999, un communiqué conjoint issu d'une réunion présidée par le Premier ministre, et rassemblant le National Security Council, le Strategic Policy Group et le National Security Advisory Board, affirmait-il : “ *L'Inde doit être prête à toute éventualité dans la situation fluide prévalant aujourd'hui* ”. Une dialectique que nous pensions pouvoir oublier au bénéfice des dividendes tirés de l'après Guerre Froide...

En conséquence, comme l'a justement noté Negarajan Subramanian²², l'état-major indien se voit aujourd'hui contraint de réexaminer tous ses plans à l'aune de la Bombe : “ *Une invasion s'arrêtant aux bords du canal d'Ichyogal, près de Lahore, ou dirigées vers Rahimayar Khan, dans le Punjab, provoquerait-elle une riposte nucléaire ? Autres possibilités, le bombardement de bases militaires situées du côté pakistanais de la ligne de contrôle ou la prise de Mushaffarabad seraient de loin des options moins sévères que celles aboutissant à scinder le Sind du Punjab, à annexer Sialkot, détruire le quartier-général du commandement de la zone du nord à Gilgit ou encore à lancer un assaut sur Skardu* ”.

Or, comme nous le verrons ci-dessous, la victoire recherchée par les nationalistes hindous devait être tout autant tactique sur le plan militaire que stratégique au regard de la diplomatie. Le principal objectif demeura en effet essentiellement médiatique, ce dont l'armée indienne devait aussi bénéficier. Puissance nucléaire responsable de ses armements comme du respect du droit international, l'Inde légitimait l'usage de sa force et se hissait donc au rang très convoité des nations habilitées à dépenser “ leur sang et leur puissance pour défendre les principes qui ont présidé à leur naissance ”, selon les mots que le Président Wilson prononça en 1917, pour justifier l'intervention des Etats-Unis dans le conflit européen. En se posant en victime qui ne réclamait que son droit à recouvrer son territoire, et en se refusant à franchir la Ligne de Contrôle qui aurait transformé cette guerre non-déclarée en embrasement général, l'Inde démontrait bien sûr sa retenue mais aussi le contrôle qu'une telle démocratie est capable d'exercer sur son armée, à la différence de son voisin.

Jusqu'à ce jour, en effet, nul ne sait clairement de quelle liberté d'action bénéficièrent le haut commandement pakistanais et l'Inter-Service Intelligence dans la préparation, la gestion puis le désengagement de ce conflit. Le Premier ministre en fut-il écarté et n'en sut-il jamais rien comme il le prétendit ? Si tel était le cas, que penser d'un

²² “ Ombres nucléaires sur le Cachemire ”, in *Le Monde diplomatique* de juillet 1999.

pays dans lequel les “ forces de l’ombre ” peuvent ainsi déclencher un conflit dont l’enjeu n’est pas purement national et aurait pu conduire à une confrontation nucléaire ?

A ce titre, la reconquête des hauteurs de Drass et de Kargil, puis l’annonce du repli des troupes pakistanaïses, à compter du 18 octobre, furent les marques visibles de cette victoire militaire indienne, mais non les seules. Car, sur la scène internationale, les troupes pakistanaïses se voyaient doublement discréditées : par leur engagement militaire au Cachemire (attaque surprise et préméditée, soutien de forces terroristes islamistes, etc.), puis par leur engagement au cœur de la vie politique pakistanaïse. En s’emparant du pouvoir, le mardi 12 octobre, et en refusant de le transmettre à une autorité civile, le général Musharaff portait ainsi la responsabilité de l’instauration *de facto et de jure* d’une dictature militaire. Nous avons vu de quel crédit pouvait jouir l’armée pakistanaïse avant le conflit ; voyons dans quel état d’esprit elle s’engageait ensuite à établir un dialogue “ inconditionnel, équitable et constructif ” avec New Delhi.

Le 17 octobre, lors d’un discours à la nation pakistanaïse, le nouvel homme fort du pouvoir proposait ainsi “ une désescalade militaire ” unilatérale par le repli des troupes engagées au Cachemire ! Alors que cette initiative devait servir de mesure de confiance entre l’Inde et le Pakistan, et témoigner des bonnes dispositions de ce dernier pour amorcer un nouveau dialogue, le Général Musharaff annonçait dans le même discours que son pays continuerait de fournir “ un soutien moral, politique et diplomatique ” aux combattants musulmans séparatistes du Cachemire. Quelques jours plus tard, il devait d’ailleurs déclarer qu’il y aurait d’autres Kargil...

En posant la fin du soutien pakistanaïse au terrorisme en préalable à toute discussion, l’Inde se laisse ainsi ouverte la porte d’une future action mais surtout s’assure de la légitimité de celle-ci ; en effet, New Delhi s’appuie désormais sur l’expérience de Kargil pour solliciter des pays occidentaux un engagement plus concret dans leur volonté d’éradiquer le terrorisme international, et plus particulièrement islamiste...

La Ligne de Contrôle, bien plus qu’une simple frontière virtuelle entre deux Etats belligérants, marque aussi très nettement la démarcation entre un Etat islamiste, que nous pourrions qualifier de *derelict state* ou “ Etat à la dérive ”, soutenant le terrorisme et envisageant une nouvelle agression contre son voisin indien, et l’une des premières démocraties au monde, ayant démontré la solidité de ses institutions. Car, au moment où l’Inde traversait elle-même une crise intérieure, elle a su résister à toutes les tentations, y compris celle d’un renforcement des pouvoirs du commandement indien. Comparativement à la répartition des religions dans la société indienne (82% D’Hindous, 12% de Musulmans, ,5 à 3% de Sikhs et de Chrétiens), la majorité des officiers indiens sont en effet hindous ou sikhs²³. Le nombre de ces derniers a diminué ces dernières années du fait du tarissement des recrutements ; quant aux Chrétiens, aussi faible soit leur nombre, ils demeurent toujours plus nombreux que les officiers musulmans. Cette seule constatation explique la crainte de voir la montée du nationalisme hindou profiter à un durcissement des positions des militaires indiens, ce dont aurait profité le Pakistan qui, en réponse à l’intégrisme hindou, aurait répondu par un nouvel appel au djihad et donc à la communauté musulmane internationale.

L’isolement diplomatique du Pakistan

Considérant le rapport de forces entre les deux pays, le Pakistan ne pouvait se soutenir qu’à la condition de pouvoir compter sur l’appui de ses deux alliés traditionnels, les Etats-Unis et la Chine. Or, même si le Président Clinton ne se résolut jamais à condamner ouvertement le Pakistan comme un Etat terroriste, ou même seulement

²³ Plus de 70% des officiers sont hindous, 15% sikhs et moins de 10% chrétiens, alors que les troupes sikhs, qui comptaient pour 15% des forces dans les années 80, ne représentent plus que 10% (suite à la crise des années 82-91 qui vit le soulèvement du Punjab, la mutinerie des troupes sikhs puis l’assassinat d’Indira Gandhi par ses deux gardes du corps sikhs).

comme un Etat soutenant le terrorisme international, il se vit contraint de s'en désolidariser, puis de le "gendarmer" sous peine d'en devenir *de facto* le complice.

Pas plus que les Américains, les Chinois n'ont voulu prendre la défense du Pakistan. Déjà, en 1996, le Président chinois Ziang Zemin avait conseillé à Islamabad de régler bilatéralement le conflit du Cachemire, Pékin ne désirant en aucune façon voir l'internationalisation de la question du Cachemire, trop proche à plus d'un titre de celle du Tibet... S'il a été démontré comment la Chine a permis au Pakistan de se doter de l'arme nucléaire, Pékin n'a nullement intérêt à s'immiscer dans un conflit dont le bénéficiaire irait à la cause islamiste qui lui donne déjà bien du souci au Xinjiang chinois, région limitrophe du Tadjikistan en proie à un conflit civil sur fond de guerre sainte...

Fin juin, en dépit des instances pressantes du Premier ministre Nawaz Sharif en visite à Pékin, le Président chinois devait une nouvelle fois encourager le Pakistan à trouver une solution pacifique au conflit du Cachemire, en soulignant que " sans apaisement et sans développement réels en Asie du Sud, il ne saurait y avoir de paix ni de prospérité en Asie " ²⁴. A ce point, il était difficile pour Pékin d'aller à l'encontre de la déclaration du G8 qui, mené par la France, avait pris acte de la réaction légitime de l'Inde et déclaré que la LoC devait être respectée et que les intrus devaient se retirer immédiatement de la zone de Kargil. De plus, Washington consulta directement Pékin pour désamorcer toute crise dont voudrait profiter Islamabad, et les deux capitales tombèrent d'accord pour empêcher toute escalade du conflit.

L'autre grand succès du parti nationaliste hindou a donc été non seulement de rompre avec une position diplomatique traditionnelle dont on aurait pu attendre un durcissement, corrélatif à la montée de l'intégrisme " safran ", mais aussi et surtout de s'affirmer comme un acteur diplomatique de premier plan. En effet, l'Inde a toujours tenu à soutenir ses prétentions au statut de grande puissance par son refus d'une quelconque médiation extérieure dans la crise du Cachemire. S'entêter dans une telle position aurait conduit, d'une part, à enfermer les deux protagonistes de cette crise dans une impasse, et, d'autre part, à discréditer le nouveau gouvernement dont l'obstination maximaliste aurait soutenu l'image d'un parti nationaliste irresponsable et dangereux pour la stabilité internationale. Pourtant, l'Inde fut bien près de s'en tenir à un tel scénario.

Dès les derniers jours de mai, le Président Clinton invitait le Premier ministre pakistanais à désamorcer cette crise et à faire preuve de retenue pour pouvoir traiter ce différend selon l'esprit de la déclaration de Lahore, puis Madeleine Albright appelait M. Sharif pour lui demander de faire reculer les combattants infiltrés et de restaurer la Ligne de Contrôle. Au fil des jours, le désaveu américain se fit plus précis et plus contraignant, refusant de soutenir la version pakistanaise des faits, et démontrant même le soutien que les forces armées du Pakistan apportaient aux *moujahideens* dont la moitié seulement était cachemirienne. Parallèlement, le 4 juin, un porte-parole du Ministère des Affaires étrangères indien faisait savoir que le Président américain avait adressé une lettre de la même teneur à M. Vajpayee. Les 14 et 15 juin, le Président américain appelait successivement les deux Premiers ministres, demandant instamment le 15 à M. Sharif de retirer ses troupes du Cachemire, préalable à toute suspension des hostilités.

Se félicitant de la bonne volonté exprimée par la communauté internationale envers l'Inde qui se posait dès le premier jour des hostilités comme victime d'une " agression pakistanaise au Cachemire indien ", New Delhi espérait néanmoins que le sommet du G8 en Allemagne le week-end des 18 et 19 juin 1999, condamnerait sans équivoque l'intrusion des troupes pakistanaises, demanderait leur repli, et prendrait des sanctions à l'encontre d'Islamabad. Mais, dans le même temps, M. Vajpayee avait bien soin de déclarer qu'il n'y avait " besoin d'aucune médiation ". Côté américain, nous l'avons vu, M. Clinton avait déjà demandé au Pakistan de retirer ses troupes, mais New Delhi avait espéré une prise de position américaine au moins aussi forte que celle du G8, voire des sanctions financières, alors que Washington s'était contenté d'une recommandation, plus que d'une semonce,

²⁴ Cf. " China refuses to bite Sharif but urges talks ", in *The Times of India* du 30 juin 1999.

à son allié pakistanais. A cet effet, le général Anthony Zinni, commandant le US Central Command, fut détaché pour signifier de façon très claire à M. Nawaz Sharif et aux généraux pakistanais que Washington ne soutiendrait en aucun cas Islamabad même dans l'éventualité d'une attaque générale de l'Inde. Sachant la teneur du message du G8 qui menaçait le Pakistan de suspendre toute forme d'aide, bilatérale, multilatérale ou internationale, pour le forcer à évacuer la partie indienne de la Ligne de Contrôle, le Pakistan se voyait de plus en plus coupé de tout soutien diplomatique mais aussi économique, alors même qu'il se trouvait touché par une terrible récession.

Dès la semaine suivante, l'Inde sacrifiait le sacro-saint principe de non-ingérence internationale, et en appelait directement à l'intervention personnelle du Président américain. Si l'on peut s'interroger sur les raisons d'un tel revirement, in notera simplement qu'il intervint à un moment crucial, lors de la contre-offensive massive des forces indiennes. Rappelons qu'au 20 juin, les pertes indiennes étaient estimées à plus de 110 morts et que le haut commandement avait demandé au gouvernement une pause de deux à trois semaines pour préparer son offensive. D'autre part, le 26 juin, le général Pervez Musharaff reconnaissait implicitement l'engagement des troupes pakistanaises aux côtés des militants cachemiris, en déclarant : “ *Nous ne nous replierons pas de façon unilatérale* ”. Ce désaveu – sans doute contraint par les preuves satellitaires que détenaient déjà les Américains et celles que les Russes auraient fournies aux Indiens – révéla la duplicité du gouvernement pakistanais – qui, depuis le début des hostilités, avait toujours démenti toute implication -, et marqua sans doute un tournant dans cette crise : la défaite diplomatique du Pakistan était irrémédiablement engagée.

Le 27 juin, alors qu'il prononçait un discours à l'Organisation mondiale du Travail, à Genève, le Président Clinton recevait une lettre expressément urgente de M. Vajpayee ; du fait de l'importance des pertes déjà enregistrées à cette date, ce dernier faisait savoir que la situation serait bientôt intenable et qu'il ne pourrait longtemps empêcher l'Inde de franchir la *LoC* ou d'ouvrir un second front contre le Pakistan. Le Président réagit alors en mettant la pression sur Islamabad ; le G8 publia ainsi un communiqué aux termes duquel l'infiltration d'éléments armés était condamnée, et le strict respect de la ligne séparant les deux Etats exigé. Aucun cessez-le-feu n'étant même mentionné, le Japon et les autres membres du G8 (dont les Etats-Unis eux-mêmes, et sans équivoque) reconnaissaient à l'Inde le droit de défendre son sol...

Quelques semaines plus tard (1^{er} juillet), profitant de la mise en branle de l'administration Clinton, le représentant démocrate de New York, Gary Ackerman, obtenait un amendement (au sein du sous-comité Asie-Pacifique du département chargé des relations internationales, ou *US House International Relations Committee*) désignant nommément le Pakistan comme agresseur et demandant son repli immédiat du territoire indien²⁵. Si cet amendement invitait les deux nations à résoudre leurs différends de façon pacifique dans le cadre des Accords de Shimla, afin d'assurer la paix en Asie du Sud, il déclenchait aussi le mécanisme de la politique d'exclusion à l'égard du Pakistan : “ Le Président devrait envisager toutes les possibilités, y compris la recommandation aux représentants américains auprès de diverses institutions financières internationales, telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque Mondiale et la Banque du Développement en Asie, de s'opposer à toute demande de prêts émanant du Pakistan, à l'exception de ceux destinés aux besoins alimentaires et à l'assistance humanitaire, jusqu'à ce qu'il retire ses troupes du territoire situé du côté indien de la Ligne de Contrôle²⁶.”

²⁵ L'apathie dont a profité jusqu'à présent le Pakistan est assez étrange car surtout encouragée par les Républicains. Au sein du sous-comité, l'amendement fut voté à 8 voix contre une, celle de la représentante républicaine Dana Rohrabacher (Californie), soutien infatigable du Pakistan et du Khalistan. Un démocrate et un Républicain tentèrent d'en amoindrir la portée, par une résolution portant sur la nécessité d'un plébiscite au Cachemire, une idée qui ne fut pas retenue. Au niveau de la commission des Affaires extérieures (*International relations*), il fut accepté par 22 voix contre 5.

²⁶ “ *The President should consider all alternatives including instructing the US representatives to various international financial institutions such as the IMF, the World Bank and the Asian Development Bank to oppose any loan applications from Pakistan, except for food or humanitarian assistance, until it withdraws its forces from the Indian inside of the Line of Control* ”.

Or, le 16 juillet, les Républicains lançaient une contre-offensive pour le moins surprenante ! William F. Goodling²⁷ proposait un amendement visant à ajouter l'Inde à la liste des pays considérés par les Etats-Unis comme des "ennemis potentiels" pour avoir, dans le passé, soutenu dans moins de 25% des cas le vote américain à l'ONU ! Ackerman réussissait à désamorcer la bombe... Puis, le 30 juillet, le Représentant Dan Burton (Républicain-Indiana), fervent partisan du Pakistan et du Khalistan (et présenté comme un " *arch India detractor* "), proposait une nouvelle fois un amendement visant à suspendre toute aide américaine en faveur de l'Inde. En fait, depuis cinq ans, ce représentant républicain fait campagne contre les crimes (contre l'humanité) commis par les Indiens envers différentes communautés, et est soutenu par la pétulante Dana Rohrabacher qui n'hésite pas à comparer les crimes de l'Inde à ceux de l'Allemagne nazie...

L'amendement fut écarté une seconde fois (la première étant en 1997, par 342 voix contre 84) et Gary Ackerman nota que le parti pro-indien avait ainsi remporté trois victoires en quelques semaines²⁸.

Quoique le jugement porté sur les résultats d'une telle action demeure subjectif, on notera que le crédit apporté au gouvernement de M. Vajpayee fut des plus positifs. Bien que déposé en mai, au début de la crise, le gouvernement de coalition dirigé par les nationalistes hindous sortit doublement vainqueur de cette épreuve, puisqu'il fut réélu en septembre 1999. On remarquera d'ailleurs que tous les principaux acteurs de la sécurité indienne, et donc de cette victoire, furent reconduits dans leurs fonctions : M. Fernandès à la Défense, M. Jaswant Singh aux Affaires étrangères, M. Mishra comme conseiller spécial du Premier ministre pour la sécurité nationale...

Par un habile revirement qui parut inaperçu, l'Inde nationaliste démontrait ainsi que les *peurs* qu'elle suscitait étaient infondées et qu'un tel gouvernement savait, au contraire, faire preuve de la plus grande retenue et trouver sa place naturelle dans le nouvel ordre international. En Europe, comme aux Etats-Unis ou au Japon, des groupes de pression se faisaient jour pour soutenir l'Inde, en dénonçant sans équivoque l'agression du Pakistan, et en rappelant que ce pays représente à lui seul un marché émergent d'un milliard d'habitants, et mérite donc quelques considérations... Certes, la victoire devait absolument intervenir avant le retour possible de l'hiver himalayen pour assurer la mobilité stratégique des forces indiennes et leur approvisionnement ; notons simplement qu'elle intervint aussi à point nommé pour être jetée dans le plateau de la balance électorale de septembre...

Quant au Pakistan, son isolement diplomatique devait être paradoxalement accentué par le seul soutien « officiel » qu'il ait reçu : celui du mouvement *taliban*...

La victoire médiatique

Non seulement l'image de l'Inde, mais surtout celle du BJP, sortirent grandies de cette épreuve, en ayant fait la preuve de la maturité politique et de la retenue d'un parti qualifié tantôt de «nationaliste» et tantôt d'

²⁷ Cet amendement avait déjà été repoussé une première fois. Il s'inscrit dans le cadre d'un renforcement du pouvoir du secrétaire d'Etat (*State Department's Autorisation Bill*) et du Congrès dominé par les Républicains. En abaissant l'Inde au niveau des autres Etats déjà retenus (Libye, Syrie, Cuba, Corée du Nord, Laos, Vietnam, Liban), il est certain que les Américains ruinaient toute chance de rapprochement diplomatique ou militaire (aide limitée pour lors à 130.000 dollars dans le cadre de l'IMET ou *International Military Education and Training*).

²⁸ Ackerman ne cesse de marteler que l'Inde représente le deuxième marché émergent – avec le plus haut taux de croissance (6%) –, et que la Bourse de Bombay ne cesse de progresser, attirant les investisseurs du monde entier ; plus de 100 compagnies américaines ont des intérêts importants en Inde (GM, Ford, AT&T, General Electric, Boeing, Raytheon, Citicorp, US West, Bell Atlantic, Motorola, Microsoft, Oracle, Hewlett Packard, Hughes, Coca Cola, Pepsi, etc.)... On le voit, ce nouveau lobby est assuré d'un soutien financier potentiel. Les investissements directs américains sont passés de moins de 89 millions de dollars, en 1989, à plus de 2 milliards, en 1996, et suivent une courbe ascensionnelle. Face à cette démarche qui paraît somme toute logique (la conquête d'un nouveau marché prometteur), l'acharnement républicain à défendre le Pakistan peut paraître plus qu'étrange, suspect...

« extrémiste », mais, inversement, celle du Pakistan, devenu un allié de plus en plus encombrant pour les États-Unis, n'a cessé depuis de se dégrader. En effet, il est devenu particulièrement difficile de taire plus longtemps la réelle nature du Pakistan, et encore plus les buts qu'il s'est fixés.

Quelle que puisse être la responsabilité du général Musharraf, chef des armées pakistanaises, et du pouvoir politique dans cette crise, force est de constater que, loin de regretter cet engagement, le nouveau dirigeant du Pakistan se trouve enfermé dans l'étrange dialectique que son pays tente de poursuivre sur la scène internationale. Ainsi, le 18 octobre, annonçait-il le début du retrait des troupes de la frontière internationale avec l'Inde²⁹, afin de relancer le dialogue avec New Delhi, voyant dans ce geste une première « mesure de confiance » pour un dialogue « inconditionnel, équitable et constructif ». Or, il ne s'agissait que de forces militaires pakistanaises dépêchées sur la partie non contestée des frontières, excluant clairement la Ligne de Contrôle.

Alors que l'Inde pose en préalable à toute discussion la fin du soutien pakistanais au terrorisme, le général Musharraf, dans la même allocution, affirmait que son pays continuerait de fournir un soutien affiché aux combattants musulmans séparatistes qui luttent contre l'armée indienne dans cette région.

Outre les actions que poursuivent les services secrets pakistanais en Inde et au Cachemire, le nouveau leader pakistanais lui-même a prévenu qu'il y aurait d'autres Kargil, hypothéquant les chances d'une prochaine désescalade des tensions entre les deux pays, et donc d'une possible déstabilisation de toute la région. L'Inde s'en plaindra-t-elle ? Cela n'est pas certain car si la tentative d'internationalisation du conflit s'est soldée par un double échec au Pakistan – auquel il faudrait rajouter le coup d'état qui en est la conséquence –, elle aura permis à l'Union indienne de compenser sa faiblesse stratégique par une gestion particulièrement intelligente de la médiatisation d'un tel conflit.

Jusqu'alors dénoncée pour sa politique de répression au Cachemire, zone doublement recluse du fait des mesures de sécurité qui l'entouraient, et parfois condamnée par ces organismes internationaux ou transnationaux qui manipulent l'opinion publique au point d'en faire « le 6^{ème} membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU »³⁰, l'Inde a préféré, au contraire, donner la plus grande publicité aux opérations qui se déroulaient au Cachemire et aux tractations qu'elle menait pour désamorcer la crise. De la couverture médiatique des combats aux nombreuses initiatives diplomatiques internationales, les Indiens ont ainsi démontré que c'est aussi par leur capacité à maîtriser la guerre de l'information (*Information Warfare* ou *IW*) qu'ils hisseraient leur pays au rang de puissance moderne.

Invités aux obsèques des soldats hindous dont les corps avaient été rendus mutilés après avoir été torturés (le Comité international de la Croix Rouge fut invité à participer à l'enquête *post mortem* sur cet acte barbare), les médias purent aussi se rendre sur le théâtre des opérations ; un site Internet fut créé pour couvrir les combats de Kargil, et les journaux indiens tels que *The Times of India*, *The Hindu* ou *India Today*, du fait de leur diffusion en anglais sur la toile mondiale, contribuèrent également de façon très importante à faire connaître l'agression pakistanaise. Parmi les initiatives « spectaculaires » que prit la diplomatie indienne, nous avons déjà cité l'envoi d'un émissaire personnel du Premier ministre, M. Vajpayee, auprès du Président Clinton, alors que celui-ci assistait à un sommet international à Genève ; mais nous pourrions aussi rappeler d'autres faits, tels que l'enregistrement des conversations téléphoniques entre le chef des armées pakistanaises et son chef d'état-major, par les services secrets indiens, et la mise à la disposition sur Internet ou auprès des chancelleries intéressées de ce document, ou bien encore la publicité faite aux entretiens tenus à Paris, le 17 juin 1999, entre le conseiller indien aux affaires de sécurité, M. Brajesh Mishra, et son homologue américain, M. Sandy Berger.

²⁹ « L'armée affirme avoir entamé le retrait de la frontière indo-pakistanaise », service AFP, 18.10.1999.

³⁰ Ce fut ainsi le cas d'Amnesty International ou de la Commission de l'ONU pour les Droits de l'Homme pour dénoncer des cas de violence exercées à l'encontre de populations civiles ou d'actes de torture sur des prisonniers.

Quoique ce point ait été négligé dans les analyses consécutives à la prise de Kargil, il mérite d'être souligné avec insistance ; ainsi que l'a montré Akshay Joshi³¹, l'Inde a désormais réalisé qu'elle serait demain l'importance stratégique de cette arme " non-conventionnelle ". S'inspirant des enseignements de Hans Morgenthau³², selon lequel " *la guerre psychologique ou " propagande " est le complément de la diplomatie et de la puissance militaire, et donc le troisième instrument grâce auquel une politique étrangère atteint les objectifs qu'elle poursuit* ", l'auteur recommande d'inclure dorénavant le " blitz de la propagande " tant dans les moyens d'action que dans les domaines relevant de la compétence du *National Security Council* indien.

Sur ce terrain aussi, le Pakistan aura démontré qu'il n'était pas de taille à rivaliser avec l'Inde, et la défaite médiatique qu'il aura subie aura des implications sans doute bien plus graves que le seul échec militaire de Kargil.

³¹ Cf " Information warfare ", in *Indian Defense Review* d'octobre 1999, p 35.

³² In *Politics Among Nations* (Knopf, New York, 1973).

Conclusion

Pour un observateur distrait ou peu au fait de la nature exacte des relations indo-pakistanaïses, et donc des véritables enjeux géopolitiques en Asie du Sud, cette dernière crise du Cachemire aurait pu passer pour un non-événement, alors qu'elle ouvre, au contraire, la voie à de multiples enseignements.

En dépit des dénégations initiales portant sur les faiblesses de leur dispositif, les forces armées indiennes ont elles-mêmes su tirer les leçons opérationnelles des lacunes constatées. Celles-ci reposent avant tout sur deux domaines, celui du renseignement et celui des appuis ;

Renseignement : la crise de Kargil fut principalement due au défaut du renseignement indien qui ne sut pas prévoir une telle opération, fut incapable, initialement, d'évaluer l'importance et l'étendue de l'intrusion et, de ce fait, de prendre les mesures appropriées. Dès le début de l'engagement, le commandement indien déclara qu'il ne s'agissait là que d'une « poignée de mercenaires étrangers » venus ranimer l'insurrection au Cachemire, et soutenus par le Pakistan. Une telle erreur d'appréciation conduisit le Ministre de la Défense lui-même, M. Fernandès, à déclarer, en mai, que la question serait réglée en quelques jours...

En conséquence, le commandement réagit en déployant immédiatement des troupes mal équipées et non acclimatées à ce type de terrain³³, avec l'ordre de ramener les terroristes « par la peau du cou ». C'est ainsi que les hommes du 11^{ème} Bataillon du Régiment Naga et du 8^{ème} Régiment Sikh furent lancés à l'assaut des versants de Tiger Hill où ils rencontrèrent une vive résistance et les feux de mitrailleuses, mortiers, lance-grenades et canons anti-aériens. Plusieurs patrouilles, surpassées en nombre par les assaillants, furent balayées. Après trois semaines d'assauts infructueux, le 1st Naga Regiment était repoussé.

Trois semaines après le début des opérations, la cellule de renseignement de la 3^{ème} Division d'Infanterie indienne, responsable de ce secteur de la LoC, était toujours incapable de juger l'importance de l'attaque et ses limites, alors que celle-ci avait atteint 10 km de profondeur et 9 de large. Quant au nombre des assaillants, il ne fut établi que vers la fin des engagements ; on estime qu'au plus fort des combats, leur nombre variait entre 4.000 et 5.000 hommes, soit près de deux brigades d'infanterie, et à la moitié seulement, à la fin des combats.

Tout aussi grave était le manque d'analyse en amont ; on savait que, depuis 1997, le Pakistan avait construit dans la région une route venant de Gultari, qui lui avait permis d'amasser des troupes de la *Northern Light Infantry*, à Skardu, QG des 62^{ème} et 80^{ème} brigades pakistanaïses. De nombreux rapports d'incursions répétées d'hélicoptères pakistanaïses, et d'aérodynes légers télépilotés (ULM de reconnaissance et d'observation)

³³ Le bataillon du Naga Regiment et celui du Sikh Regiment, provenant de la vallée du Cachemire, n'étaient pas acclimatés ; on considère qu'il faut habituellement douze jours aux troupes indiennes.

avaient été ignorés, comme les témoignages portant sur les infiltrations ; en février 1998, considérant qu'il n'y avait aucune menace sérieuse, l'état-major de la 3^{ème} Division d'Infanterie détachait la 7^{ème} Brigade, stationnée à Batalik, dans la vallée du Cachemire pour y mener des opérations de lutte anti-insurrectionnelle. A partir de l'été, les Pakistanais commencèrent à recueillir du renseignement sur les forces indiennes, puis il apparut certain que des cadres des *Taliban* installés à Skardu (appartenant notamment au groupe *Laksar-e-Toiba*³⁴, installé à la frontière pakistanaise, près de Lahore) avaient réussi à pénétrer en territoire indien pour y rejoindre les séparatistes musulmans cachemiris. A la mi-mars, non seulement des bergers cachemiris le confirmaient, mais deux patrouilles du 3^{ème} Bataillon du Punjab ouvrirent le feu sur deux groupes distincts de 6 à 8 hommes en armes, vêtus de noir. Ceci se passa dans la région de Batalik, à hauteur de la ligne de contrôle. Il semblerait que l'information ne soit pas remontée à l'état-major de la 121^{ème} Brigade, responsable de la zone de Kargil.

Or, d'après les journaux de soldats pakistanais, retrouvés à l'issue des combats, il semblerait que l'intrusion se soit échelonnée de la mi-février à la fin du mois de mars 1999.

Quoiqu'une patrouille indienne soit tombée le 8 mai dans une embuscade, le commandement indien n'y vit qu'un incident de plus et non la preuve tangible d'une vaste opération.

Enfin, les Indiens considèrent aujourd'hui qu'une réponse appropriée consisterait moins à multiplier et renforcer les postes fixes qu'à les protéger le plus en avant par un maillage de surveillance radar et satellite, ainsi que par l'attaque de frappes aériennes, à partir d'aéronefs ou de missiles à courte portée. En conséquence, il apparaît que l'arsenal actuel n'est pas approprié pour répondre à un tel type d'agression, et donc à une telle " guerre par procuration " ; en effet, non seulement l'armement nucléaire ne joue aucun rôle dans un tel conflit, mais le rapport coût-efficacité a été extrêmement élevé pour les Indiens, avec des résultats somme toute dérisoires puisqu'il leur aura fallu perdre plus de 500 hommes et dépenser une fortune pour revenir sur leur ligne de départ.

Les appuis : ce n'est qu'en raison de l'échec de l'infanterie que l'artillerie fut appelée en renfort. Dix huit régiments devaient participer aux opérations, et aligner plus de 100 pièces, dont certaines de 155mm et des lance-roquettes multiples.

Si l'artillerie indienne parvint à écraser sous ses feux les positions ennemies et à interdire tout renforcement des forces ennemies en bombardant les zones ou les axes logistiques connus, on ne saurait parler de réel duel d'artillerie, du fait de la faiblesse des moyens de contre-batterie des deux protagonistes. Ainsi, lors de la bataille du Point 4875, une position d'artillerie " cachemirienne " fut bien réduite au silence, le 8 juillet, mais grâce au raid mené par une unité d'infanterie (2 NAGA) qui s'empara de trois mortiers de 120 mm et de deux mortiers de 82 mm. Il en fut de même pour trois canons de 105 mm que les Pakistanais avaient démontés et déposés en hélicoptère sur le Point 4833, à 5 km à l'intérieur des lignes indiennes, entre Drass et Mushkoh. Des positions furent réalisées en dynamitant le flanc des montagnes pour y créer des abris naturels, ou pour réaliser des plates-formes de tir. Ces pièces demeurèrent actives pendant près de deux mois, bombardant impunément la nationale 1A, avant d'être aussi détruites par un coup de main du même régiment d'infanterie indien.

L'incapacité de l'artillerie indienne à réduire cette menace força donc l'infanterie à mener la plupart de ses assauts de nuit³⁵, donc sans grande coopération possible des forces aériennes, et en limitant l'action des

³⁴ Ou *Lashkar-i-Tayyaba* (LT, « L'armée' des Purs »), branche militaire du *Markaz-al-Dawa wal Irshad* (Centre de prêche et de conseil) qui administre une université islamique à Muridke, à 25 km de Lahore, en territoire pakistanais. Financée par l'Arabie saoudite et des dons locaux, cette institution charitable compte près de .200 unités déployées à travers le Pakistan. Fer de lance de l'Islam militant le LT est en première ligne dans le conflit contre l'Inde et figure sur la liste noire des formations terroristes établie par Washington. Parmi ses mots d'ordre, on relèvera celui-ci : « *Nous ne croyons pas aux lignes de partage géographiques, nous ne croyons qu'à l'umma [communauté musulmane « internationale »]* »...

³⁵ L'attaque initiale menée dans le secteur de Batalik eut lieu de nuit, entre les 7 et 8 juin. Tololing fut capturé dans la nuit du 12 juin. Le premier assaut contre PT 4875 fut lancé dans la nuit du 4 au 5 juillet, et relancé dans celle du 6 au 7 juillet, etc.

observateurs d'artillerie. Le coût humain fut toujours très élevé pour les unités d'infanterie dont l'action alla parfois jusqu'au corps à corps.

Quant aux forces aériennes, elles n'intervinrent en appui qu'à partir du 26 mai, et furent limitées dans leur action par l'interdiction de franchir l'espace aérien au-delà de la ligne de contrôle, de crainte d'une escalade du conflit, alors que les attaques qu'elles auraient pu mener contre les lignes logistiques des combattants séparatistes auraient sans aucun doute été plus efficaces que les tirs sporadiques de l'artillerie. Mais surtout, selon les forces terrestres, l'efficacité des 500 frappes menées pendant trois semaines après le 26 mai fut jugée négligeable. L'Indian Air Force préféra assurer les missions de supériorité aérienne, afin d'interdire le ciel cachemiri aux aéronefs pakistanais qui ne se présentèrent jamais ; en conséquence, les missions d'appui au sol furent menées à des altitudes bien trop élevées (jusqu'à 5.000 m) pour pouvoir traiter les objectifs désignés, essentiellement des bunkers (*sangars*). Une telle situation conduisit le général d'armée aérienne Tipnis, chef d'état-major des forces aériennes indiennes, à se rendre au QG du XVème Corps, à Srinagar, pour y conférer avec le commandement terrestre et adopter de nouvelles stratégies, ou l'emploi de nouveaux vecteurs tels que les Mirage 2000 armés de bombes à désignation laser. Mais les pilotes eux-mêmes se déclarèrent incompetents pour de telles missions, n'ayant aucune expérience du combat en montagne, et étant peu entraînés, d'une manière plus générale, aux missions d'appui au sol, au profit des fantassins.

La désignation des objectifs devait également mettre en exergue la non-intéropérabilité des moyens existant entre les forces aériennes et terrestres.

Quelle que soient les mesures prises par l'Union indienne, elles demeurent tout à fait parcellaires et insuffisantes au regard des menaces qui pèsent sur elle. Le mur d'Hadrien qu'elle entend ériger semble bien d'un autre âge ; même si leur fonction est de surveiller la frontière dans sa partie la plus vulnérable, les postes fortifiés établis tous les 3 à 5 kilomètres, et abritant environ 25 hommes, constitueront des cibles privilégiées car fixes pour l'artillerie ennemie. Mais surtout, ils contribueront à enfoncer un peu plus l'Inde dans le syndrome du vase clos (*locked-in syndrom*) qui a si longtemps affecté sa sécurité en exacerbant sa seule posture défensive, et en empêchant de façon consécutive le développement de toute culture stratégique pensée hors de ses frontières.

Pourtant, les enseignements de ce conflit dépasseront très certainement l'érection d'une nouvelle barrière de sécurité et l'augmentation concomitante du budget de la Défense, comme vient de le promettre M. Fernandès. Déjà, après la Guerre du Golfe, l'état-major indien s'était inquiété de l'inadaptation de ses structures aux nouvelles formes de combat moderne ; l'incompétence d'un certain nombre d'officiers supérieurs, mais aussi l'inefficacité de certaines structures, n'ont pu être compensées que par le courage des soldats indiens. La refonte des forces indiennes ne passera donc pas par la seule création d'un nouveau corps destiné au front occidental mais bien par une action bien plus profonde, portant tout autant sur l'acquisition ou le développement de moyens modernes (imagerie satellitaire, drones e renseignement, moyens de contre-batterie ou de détection des mouvements terrestres, etc.) que sur la sécurité indienne dans son ensemble.

La création récente du National Security Council en est très certainement l'étape décisive. Celui-ci a d'ailleurs été chargé de mener une enquête « après action » afin d'éclairer – mais non de juger – les responsabilités des différentes institutions en charge de la crise pour remédier au défaut général du renseignement tant militaire que « civil », l'équivalent de la DGSE ou RAW (*Research and Intelligennce Wing*) n'ayant fourni aucune information sur une éventuelle montée en puissance de la menace. Ainsi, entre janvier et avril 1999, aucune mission d'observation aérienne – pourtant de routine – ne fut conduite, et certains détails – tels que l'achat par le Pakistan de 50.000 paires de chaussures de montagne à des entreprises européennes – auraient dû mériter certainement plus d'attention.

Mais surtout, et au vu des derniers incidents qui ont émaillé les relations entre ces deux Etats, on peut aujourd'hui craindre une accélération d'un processus de « pourrissement » de la situation, voire une escalade des tensions militaires, essentiellement due à la situation interne du Pakistan dont les attaques s'apparentent de plus en plus à la fuite en avant d'un régime islamiste aux abois.

Or, la réponse militaire et politique que l'on peut espérer demain du gouvernement indien s'inspirera de cette crise qui aura marqué le début d'une nouvelle ère. Bien plus que les armements, c'est en effet la volonté politique, et la capacité à gérer une telle crise sur la scène internationale, qui avaient jusqu'à présent fait défaut au gouvernement indien ; forte des résultats obtenus, mais aussi et surtout des nombreux chantiers que le parti nationaliste indien (réélu au pouvoir en octobre 1999) a ouverts (dont un véritable partenariat stratégique avec la France), l'Inde de M. Vajpayee semble désormais résolue à rendre coup pour coup au Pakistan.

A la différence de ce qu'avaient prédit bien des chancelleries, le parti nationaliste hindou n'a pas conduit l'Union indienne dans une confrontation suicidaire ou extrémiste ; bien au contraire, il aura su démontrer qu'il était pour lors le meilleur garant non seulement des institutions de la démocratie indienne mais aussi de l'intégrité du territoire national. Poursuivant sur son élan qui lui aura permis, en moins de deux ans, de s'afficher comme puissance nucléaire, de mettre sur pied un Conseil national de Sécurité particulièrement dynamique, et de jeter les bases d'une véritable introspection sur les causes de la non-puissance indienne, le BJP pourrait bien mener la refondation de cette puissance.

En janvier 1999, le ministre des Affaires étrangères indiennes, Jaswant Singh (ancien officier de l'Armée de Terre), soutenait dans son ouvrage *Defending India* que la relative faiblesse indienne était surtout due à un manque de culture stratégique et aussi à une perception particulière de l'histoire et de la géographie ayant affecté la pensée sécuritaire de l'Inde. Depuis l'Indépendance, le principal responsable en aurait été l'héritage même de Nehru, tant institutionnel que politique et même intellectuel³⁶ (choix des alliances, politique étrangère contradictoire du fait des cinq principes du *Panscheels* énoncés par Nehru lui-même, entrave à toute politique de puissance en raison de l'attachement au leadership des Pays Non-alignés ou à l'action internationale de l'Inde en faveur du désarmement et de la dénucléarisation, refus de considérer la véritable nature de l'hostilité viscérale du Pakistan à l'égard de l'Inde, etc.) qui, aussi prestigieux fut-il, fut dénaturé par l'enjeu qu'il constitua pour la survie du Parti du Congrès et pour la succession de la dynastie Gandhi elle-même.

Par l'analyse que les Indiens eux-mêmes ont tirée de ce conflit, il apparaît que l'Inde pourrait chercher à se doter des moyens modernes lui permettant de frapper par surprise en territoire pakistanais les camps de terroristes menaçant son intégrité territoriale ; ce faisant, et profitant du vide juridique et diplomatique que constitue la non-reconnaissance du gouvernement militaire du général Musharaf, elle ne ferait que répéter l'action de représailles que les Américains avaient conduite en décembre 1998 contre de tels camps, au Soudan et en Afghanistan.

Une autre approche, plus subtile, verrait l'émergence d'une contre-stratégie reposant sur une « défense offensive » privilégiant une action équivalente à celle du Pakistan, mais sur son propre territoire, et visant la destruction du potentiel ennemi par tous les moyens. Si nécessaire, cette action pragmatique pourrait porter sur les conditions politiques, économiques ou sociales d'un Etat qui menace déjà ruine...

Les nationalistes hindous ne sont pas étrangers à ce débat qu'ils alimentent par un discours à la fois patriotique et militariste ; ainsi, le ministre de l'Intérieur, L.K. Advani, leader d'un parti nationaliste hindou dont le BJP lui-même est issu, soutient l'initiative du journaliste Onkareshwar Pradley, auteur d'un ouvrage³⁷ de 350

³⁶ Ce que l'auteur a démontré dans son mémoire de DEA « L'évolution de la politique de défense indienne depuis l'effondrement de l'ordre bipolaire (1989-1999) », soutenu en septembre 1999 à l'Institut français des Relations internationales.

³⁷ *Ghati men atank aur Kargil*. L'ouvrage a été volontairement écrit exclusivement en hindi.

pages dans lesquelles il explique l'instrumentalisation du terrorisme islamiste par le Pakistan dans la vallée du Jammu et Cachemire, depuis 10 ans, et les buts réels que poursuit cet Etat.

Ainsi la crise de Kargil marquerait très nettement le début d'une nouvelle ère qui verra l'Inde s'affirmer non seulement en Asie du Sud, face au Pakistan ou aux alliés de celui-ci, mais aussi sur la scène internationale. Loin de vouloir renier cet héritage spirituel de Nehru – inspiré de la métaphysique et de la culture anciennes de l'Inde –, le BJP entend au contraire le protéger en rendant à l'Inde le rang qui lui revient. Brisant résolument la réclusion identitaire qui aura affecté l'affirmation de sa puissance militaire comme de son rayonnement international, le parti nationaliste hindou pourrait, au contraire, chercher à dépasser le cadre étroit d'une simple confrontation bilatérale héritée d'un autre âge.

En associant au contraire le plus grand nombre de partenaires à sa croisade menée contre le terrorisme islamiste dont elle sait qu'il pourrait, à terme, constituer avec le sous-développement et l'intégrisme religieux qui le nourrissent, la principale menace pour son avenir de démocratie laïque, multiconfessionnelle et pluriculturelle, l'Inde pourrait également briser le mur du silence de ceux qui ne veulent voir autre chose dans ce dernier conflit que la « poursuite par d'autres moyens » d'un contentieux politique hérité de la décolonisation de l'ancien empire britannique, mais certainement pas le possible prélude au choc de civilisations qui nous demeurent aussi distantes qu'étrangères³⁸...

³⁸ Le 19 septembre 1999, au lendemain de cette crise, la Russie demandait officiellement au Pakistan d'interdire l'utilisation de son territoire pour le « financement, l'entraînement et le transit » de terroristes destinés à combattre en Tchétchénie. La Chine elle-même, devant la multiplication des « incidents » survenus au Xinjiang, a publié de nombreuses déclarations encourageant le Pakistan à contenir les éléments terroristes du fondamentalisme islamique présents sur son sol. Le 26 février dernier, le ministre des Affaires étrangères russe condamnait sans ambage le silence embarrassé du Pakistan, alors que les *Taliban* afghans reconnaissaient officiellement la « République islamique de Tchétchénie » ; il est vrai que le régime *taliban* n'est reconnu que par Islamabad et quelques régimes islamistes, déclarés ou non... (« Russia slams Pakistan for terrorism », in *The Times of India* du vendredi 28 février 2000).

Bibliographie

- AFSIR Karim, « Confrontation in Kargil », in *Indian Defence Review*, pp 12-34, numéro d'avril à juin 1999.
- BEDI Rahul, « Paying to keep the high ground », in *Jane's Intelligence Review* d'octobre 1999.
- CHAPON Jean-Claude, « L'armée affirme avoir entamé le retrait de la frontière indo-pakistanaise », in *Agence France Presse* du 18 octobre 1999.
- CHALIAND Gérard, « Offensive militaro-diplomatique au Cachemire : qui mène la guerre ? », in *Perspectives stratégiques* n°48, Paris, juin 1999.
- DAVIS Anthony, « The Conflict in Kashmir », in *Jane's Intelligence Review*, Volume 7, n°1, 1995.
- DAVIS Anthony, « Pakistan's war by proxy in Afghanistan loses its deniability », in *Jane's Intelligence Review* d'octobre 1999.
- DEPARTEMENT DE L'INFORMATION DES NATIONS UNIES, « Inde et Pakistan », in *Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies*, troisième édition, New York, 1996.
- DHUME Sadanand & RASHID Ahmed, « On higher ground », in *Far Eastern Economic Review* du 8 juillet 1999.
- GAUTIER François, « Situation de guerre au Cachemire », in <http://www.sources-asie> du 30 mai 1999
- IDR Research team, « Op Topac : The Kashmiri Imbroglio », in *Indian Defence Review*, Volume 14 (2) d'avril-juin 1999, pp 19-34.
- JOSHI Akshay, « Information warfare in Kargil operations », in *Indian Defence Review*, Volume 14 (2) d'avril-juin 1999, pp 35-37.
- MOORTY D.N., « Ambiguity is India's new nuclear agenda », in *Jane's Intelligence Review* de novembre 1999, pp 45-49.
- PURI Mohinder (Major general), « Mountain warfare : the Kargil experience », in *Asian defence Journal* d'octobre 1999.
- RAMAN B., « Kargil operations », in *Indian Defence Review*, Volume 14 (2) d'avril-juin 1999, pp 16-18.
- RAMAN B., « Kargil in Perspective », in *USI Journal* d'avril à juin 1999, pp 28-50.
- RASHID Ahmed, « Dangerous Game », in *Far Eastern Economic Review* du 10 juin 1999.

- RASHID Ahmed, « Heart of Darkness », in *Far Eastern Economic Review* du 05 août 1999.
- SUBRAMANIAN Negarajan V., « Ombres nucléaires sur le Cachemire », in *Le Monde diplomatique* de juillet 1999.
- VERMA Bharat, « Pakistan : the counter strategy », in *Indian Defence Review*, numéro d'avril à juin 1999.
- WILKINSON Paul (Professeur), « Terrorism and violence on the Indian Subcontinent », in *Jane's Intelligence Review* de mars 1993.
- « L'Asie : bouleversements et réorientations stratégiques », in *Ramsès 99* (ouvrage collectif), Dunod, 1999, pp 91-99.